

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES SYNDICATS VITICOLES

dans leur lutte

CONTRE LA FRAUDE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Vendredi 8 Novembre 1907, à 1 heure

PAR

Georges BOUSCHET de BERNARD

Président : M. SOUCHON, professeur

Suffragants { *MM. ALGLAVE, professeur*
PLANOL, professeur

PARIS

BONVALOT-JOUVE, Editeur

15, RUE RACINE, 15

1907

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES SYNDICATS VITICOLES

dans leur lutte

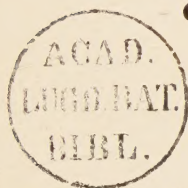
CONTRE LA FRAUDE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Vendredi 8 Novembre 1907, à 1 heure

PAR

Georges BOUSCHET de BERNARD



Président : M. SOUCHON, professeur
Suffragants { MM. ALGLAVE, professeur
 PLANIOL, professeur

PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUE

15, Rue Racine, 15

1907

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Les Syndicats Viticoles

DANS

Leur lutte contre la Fraude

INTRODUCTION

La Crise viticole et ses Causes (La fraude, principale cause de la crise)

La crise dont souffre la viticulture française a pris, en ce moment, un caractère d'exceptionnelle gravité.

La Commission parlementaire d'Enquête viticole (1)

1. Cette Commission composée de vingt-deux membres dont la nomination fut décidée par la Chambre des députés dans sa séance du 25 janvier dernier avait pour mission « de faire une enquête sur la situation de la production, du transport et du commerce des vins, et de proposer les mesures à prendre en vue de remédier à la situation critique de la viticulture ». Du 5 mars au 26 mai, elle s'est transportée dans toutes les régions viticoles de la France et de l'Algérie. Elle a déposé son premier rapport le 27 mai.

vient d'en noter l'importance et l'étendue. Les conclusions de son rapport doivent être citées :

« Dans le Midi de la France, écrit M. Cazeaux-Cazalet, président et rapporteur général de la Commission, dans les départements du Var, des Bouches-du-Rhône, de Vaucluse, du Gard, de l'Hérault, de l'Aude, des Pyrénées-Orientales, c'est la ruine complète déjà réalisée ; le viticulteur produit le vin à perte depuis plusieurs années ; il n'a pas encore amorti ses frais de reconstitution ; il ne peut continuer à payer ni intérêts, ni amortissement ; il ne peut plus emprunter : ni les capitalistes, ni les établissements de crédit ne veulent lui prêter ; il réduit d'année en année ses frais de culture au strict nécessaire et il concourt ainsi, volontairement ou non, à l'amoidrissement de la valeur de sa propriété. Il ne trouve plus à la vendre, même à vil prix.

« Les renseignements recueillis auprès des administrations publiques, des grands établissements de prêt, des sociétés agricoles et des agriculteurs eux-mêmes confirment ces affirmations navrantes.

« La situation est à peu près la même en Algérie.

« Les régions du Sud-Ouest, de l'Est et du Centre paraissent moins éprouvées, mais il n'en est pas moins certain que la vente des récoltes y devient de plus en plus difficile ; seules, peut-être, les grandes marques des crus de Bourgogne et du Bordelais peuvent-elles espérer échapper à la crise.

« Le commerce des vins est frappé du même coup.

« Les ouvriers viticoles, à leur tour, sont sans travail ou mal rémunérés.

« Les villes et les villages se dépeuplent. »

M. Cazeaux-Cazalet eût encore pu ajouter que les esprits s'aigrissaient, que la paix publique allait être troublée, que cette crise économique ne manquerait point de susciter des conflits sanglants, et les événements douloureux dont le Midi vient d'être le théâtre n'auraient point tardé à confirmer ces tristes prévisions.

Plus que jamais, il importe donc de rechercher les causes de la crise et les moyens d'y porter remède.

La vigne n'est-elle point d'ailleurs une plante essentiellement française et l'une des sources les plus riches de notre fortune nationale ?

Elle couvre 1.700.000 hectares de notre sol, répartis sur 72 de nos départements, et divisés entre 1.500.000 propriétaires.

Elle donne une récolte moyenne de 55 millions d'hectolitres, d'une valeur de plus d'un milliard (1) qui nous place au premier rang, parmi les pays producteurs de vin ; la variété et l'excellence de nos

1. Parmi les produits du sol, la vigne vient au troisième rang après l'élevage qui donne un revenu d'environ 3 milliards $1\frac{1}{2}$ et occupe le quart du territoire cultivé et les céréales qui fournissent un revenu d'environ 3 milliards.

crus ont porté notre réputation dans toutes les parties du monde. Si chaque pays devait être symbolisé par le produit qui lui est propre, c'est certainement d'un raisin que devrait se parer la France.

Par ses caractères propres, la vigne mérite d'ailleurs une protection toute spéciale.

C'est une plante qui ne donne point, en effet, de récolte dès la première année. Ce n'est qu'après quatre et cinq années d'attente, de travaux et de soins coûteux que le viticulteur peut espérer retirer quelque profit de sa terre.

Il est facile au producteur de betteraves ou de blé, de modifier ses cultures et de régler ses ensemencements annuels d'après les besoins de la consommation ; le viticulteur doit au contraire cultiver même à perte ; il sait tout d'abord que la récolte est très variable selon les années, et puis peut-on lui demander d'arracher sa vigne, c'est-à-dire de perdre en une heure le fruit de plusieurs années de travail et de soins ainsi que le capital important qu'il a déjà engagé.

Le voulût-il d'ailleurs, les terrains, d'ordinaire secs et arides où se plaît la vigne, ne se prêteraient pas à d'autres cultures.

L'arrachage des vignes ne s'imposerait d'ailleurs que si on se trouvait en présence d'une crise de surproduction.

En est-il vraiment ainsi ?

La question et le mot ne sont point nouveaux. Déjà, rapporte M. Gide (1), au l'an 92, Domitien donnait l'ordre d'arracher toutes les vignes plantées en Gaule; en 1566, Charles IX et, en 1577, Henri III fixaient l'étendue maxima des vignobles par canton; en 1731, un édit défendait toute plantation nouvelle de vigne sans l'autorisation de l'intendant.

De telles mesures ne se comprendraient plus aujourd'hui. Elles ne s'expliqueraient d'ailleurs point, parce qu'à notre avis il n'y a pas surproduction.

Par ce mot, il ne faut pas en effet entendre la surabondance accidentelle, passagère, d'un produit, mais bien la surabondance normale, constante, qui entraîne un déséquilibre manifeste entre la production et la consommation, et fausse le jeu de la loi de l'offre et de la demande.

Or, l'étude sérieuse des statistiques nous montre que l'assiette du vignoble a diminué et que la production naturelle des vins ne peut normalement suffire à la consommation.

Les superficies plantées en vignes couvraient 2.200.000 hectares en 1884, et elles sont tombées à 1.700.000 après les ravages du phylloxera.

Peut-être fera-t-on remarquer que l'assiette du vignoble a changé, que des terres de plaines riches

1. La crise du vin en France et les associations de vinification. *Revue d'économie politique*, 1901, p. 217.

et grasses ont été, depuis l'invasion, plantées en vignes américaines, et ont contribué à augmenter la quantité des récoltes.

L'observation est exacte. Mais la statistique des récoltes elles-mêmes montrera bien qu'il ne faut pas attacher à ce fait la grande importance que d'aucuns veulent lui prêter.

Les récoltes, avant la crise phylloxérique, atteignaient en moyenne 50 à 55 millions d'hectolitres.

La production par périodes quinquennales fut :

De 1866 à 1870....	55.600.000 hectolitres	
1871 à 1875....	58.000.000	—

et après le phylloxera, elle a été :

De 1891 à 1895....	35.000.000 hectolitres	
1896 à 1900....	45.000.000	—
1901 à 1905....	51.000.000	—

La récolte 1906 a été évaluée à 52.080.000 hectolitres. Ainsi donc, tandis que l'étendue du vignoble diminuait, la production n'augmentait point. La crise actuelle la réduira encore, certainement, en empêchant les soins qu'exige la culture.

En revanche, ce qui a augmenté de façon certaine, c'est la consommation taxée : De 1870 à 1875, elle oscillait entre 20 et 30 millions.

La loi des boissons du 29 décembre 1900 l'aug-

mentait d'au moins 8 millions d'hectolitres. Elle était de 43 millions en 1905, de 47 en 1906.

Sans doute, par suite de la politique constamment suivie, les exportations ont diminué, la distillation également, mais à elles deux, elles n'ont pas laissé sur le marché intérieur plus de 5 à 6 millions d'hectolitres. Ces pertes ne parviennent pas à compenser l'augmentation formidable de la consommation taxée.

Ce n'est donc point avec l'argument de la surproduction qu'on expliquera pourquoi la viticulture connut de 1863 à 1878 une ère de prospérité, alors que la production était en moyenne de 56 millions d'hectolitres et la consommation taxée de 35 environ — tandis qu'elle traverse aujourd'hui une période de crise — alors que les récoltes réelles n'ont certainement pas augmenté, tandis que la consommation non taxée s'est élevée, grâce à la réforme des boissons, à 45 millions d'hectolitres — ce qui porte à 60 ou 65 millions les besoins de la consommation générale.

Si la surproduction était la cause de la crise, comment expliquer d'ailleurs que les cours des vins se soient relevés en 1903 après les années excessivement abondantes de 1900 et 1901 ?

Comment expliquer encore que les produits s'écoulent très facilement ? Jamais les livraisons de vins n'ont été plus actives. Il n'y a donc pas surproduc-

tion. — MM. Caillaux, ministre des Finances et Aldy député, ont d'ailleurs fait une dernière fois justice de cette erreur économique à la Chambre des députés (séances des 10 et 11 juin), pas plus qu'il n'y a mévente. Mais il y a incontestablement un avilissement extraordinaire des prix.

Pour l'expliquer, il faut, avec M. Prosper Gervais (1), remonter à la crise phylloxérique et aux bouleversements d'ordre agricole et économique qui l'ont suivie.

C'est elle en effet qui, surmontée et vaincue en apparence apparaît encore plus redoutable dans ses conséquences lointaines que dans ses conséquences immédiates. Ces dernières se résument en effet dans l'anéantissement du vignoble ; ce fut un désastre d'environ 12 milliards, réparé, on sait au prix de quels efforts et de quelle ténacité ; mais les premières qu'on ne soupçonnait pas et qu'il était impossible de prévoir constituent le fonds de la situation actuelle.

En face de la pénurie des récoltes, le producteur n'eut en effet qu'une préoccupation : la recherche de la quantité. Il voulut produire rapidement et produire beaucoup pour profiter des hauts prix pratiqués en ce moment et réparer les brèches faites par les dépenses si coûteuses de la replantation.

1. *L'Avenir de la Viticulture Méridionale*, broch.

Les vignes descendirent des coteaux dans les plaines et les plants à gros rendement furent seuls en faveur. Il en est résulté la création de vins uniformes, de « petits vins », qui sont venus en concurrence sur le marché, et n'ont réussi à s'y faire une place qu'en entraînant la débâcle générale des cours.

Le commerce, de son côté, avait vu tarir les sources de ses approvisionnements habituels. Il n'eut qu'un souci : conserver sa clientèle, et il s'efforça par tous les moyens de combler le déficit de la production. Ce fut l'âge d'or de la fraude.

Les alcools de vin furent remplacés par les alcools industriels.

Des breuvages habilement préparés, dépourvus de tout cachet, furent servis au consommateur. Quelques-uns s'en détournèrent pour ne plus boire désormais que de l'alcool ou que de l'eau. D'autres en firent leur consommation courante, et ce vin artificiel s'est si bien glissé dans leurs habitudes, qu'ils ne savent plus aujourd'hui le distinguer d'un vin naturel ; ils n'hésitent même pas à accorder leur préférence au premier.

C'est à cette production artificielle que vint se heurter le produit des vignes reconstituées.

Pour la combattre, il fallut lutter de bon marché, et la victoire n'est pas toujours restée au vin naturel.

Cependant la réforme des boissons, en libérant, en

1900, le vin, rendit son commerce accessible à tous. Elle fut marquée par l'entrée en ligne d'une foule de concurrents, de commerçants improvisés ou même propriétaires, qui eux aussi n'eurent qu'un souci : faire des affaires, et contribuèrent ainsi — involontairement sans doute — à l'avilissement des prix, à cette « surenchère de bon marché » qui est la caractéristique la plus fâcheuse de la situation actuelle. En présence de cette concurrence particulièrement vive, le négociant n'hésita point à avoir recours à la production artificielle qu'une législation imprévoyante facilitait et favorisait.

C'est la production artificielle, la fraude, qui, de l'avis de tous, est la cause des maux dont la viticulture se meurt. C'est contre elle que les viticulteurs se sont, avec raison, élevés dans tous les Congrès et dans tous les meetings.

Il est bien certain, en effet, que si le marché des vins n'avait à faire face qu'à la production *naturelle* c'est-à-dire à celle qui provient réellement des fruits récoltés, son équilibre pourrait être maintenu sans peine. En cas de récolte abondante, il y aurait sans doute encombrement du marché, mais les crises n'auraient pas ce caractère de gravité et de continuité désespérantes que l'on constate aujourd'hui.

Actuellement la consommation taxée et la consommation non taxée s'élèvent, avons-nous dit, à environ 60 millions d'hectolitres.

Rares sont les années où la production atteint ce chiffre ! Si la fraude n'intervenait pas, l'écoulement des récoltes *normales* serait donc assuré.

C'est bien par suite la fraude qui pervertit et bouleverse le marché.

Si l'année est abondante, elle entraîne la débâcle.

Si l'année est déficitaire, la crainte de la fraude empêche la reprise des cours. Car la fraude est encore plus redoutable par les craintes qu'elle suscite que par les quantités de boissons qu'elle jette sur le marché.

Le négociant sait en effet que le fraudeur fabriquera toutes les fois qu'il trouvera un bénéfice à cette opération — et c'est pourquoi, mécaniquement en quelque sorte, la fraude dressera une barrière, fixera un cours limite au-dessus desquels les vins ne pourront plus monter.

Désormais le négociant ne jouera plus à la hausse ; il se rappellera l'effondrement des cours de 1903 et il fera ses achats au jour le jour — s'adressant surtout aux viticulteurs pressés par la gêne et la misère.

Tant que la lutte contre la fraude ne sera point efficace, l'état de la viticulture restera donc précaire et incertain. Le propriétaire aurait beau arracher la moitié ou les deux tiers de ses vignes, tarissant ainsi volontairement une source de revenu pour lui-même et pour la nation, la situation ne serait pas modifiée. Il y aurait toujours plus de vin que n'en exige la

consommation. Et c'est là précisément ce qui décourage le viticulteur. Devant l'ennemi invisible et insaisissable qu'est la fraude, il se sent désarmé. Qu'on n'essaie point de dire qu'il se laisse aller trop facilement à l'abattement ! Il a donné des preuves de son énergie et de sa vaillance. Lorsqu'en quelques mois, le phylloxera eut anéanti tous ses biens, semé partout la ruine et le deuil, le viticulteur eut-il une parole de colère, se retourna-t-il vers l'Etat ? Exigea-t-il, comme l'a fait plus tard l'industrie sucrière, qu'on lui versât des primes ? Non. Il redonna à sa terre avec confiance tout son argent et tout son temps, et en quelques années la reconstitution du vignoble était chose faite. C'est qu'alors il connaissait l'ennemi, et savait comment le combattre.

La situation n'est plus la même aujourd'hui. S'il se tourne vers l'Etat, c'est qu'il comprend que seul ce dernier peut, par des lois spéciales, assurer la sécurité des transactions et la protection de la vigne. Tous ses efforts seraient vains si la législation ne s'appliquait tout d'abord à tarir et à empêcher les fraudes. Ce n'est point à un Etat-Sauveur ou à un Etat-providence que le viticulteur fait appel, mais à un Etat, conscient de sa responsabilité et soucieux de protéger à la fois le producteur et le consommateur contre les manœuvres d'un commerce malhonnête et déloyal.

Sans doute les lois sur les fraudes sont déjà nom-

breuses. Mais leur insuffisance est certaine ; il convient donc de les compléter.

Ce n'est d'ailleurs point tout de faire des lois : il faut les appliquer.

Et c'est là que, à notre avis, le viticulteur peut jouer un rôle.

Seul, il serait certainement réduit à l'impuissance ; mais groupé dans les syndicats, il engagera contre la fraude une lutte énergique et souvent victorieuse.

Le but de notre étude est précisément d'exposer, dans une première partie, les principales fraudes sur les vins et les moyens de répression prévus par la loi ; dans la seconde, la situation juridique des syndicats viticoles et le rôle qu'ils jouent et auront surtout à jouer dans la lutte contre la fraude.

PREMIÈRE PARTIE

LES FRAUDES SUR LES VINS LES LOIS SUR LES FRAUDES

Le vin a, de tout temps, stimulé l'ingéniosité des fraudeurs. C'est en effet un corps complexe et délicat, dont les chimistes ont à peine ébauché l'étude. Il se prête difficilement à l'analyse et les fraudeurs n'ignorent point qu'il est très souvent impossible de distinguer un vin chimiquement pur d'un vin naturel. De là, leur audace.

La valeur relativement élevée du vin, soit aux lieux de production, soit aux lieux de consommations, rend d'ailleurs les falsifications sur les vins particulièrement lucratives, et c'est ainsi que sont jetées sur le marché des quantités de boissons qui n'ont du vin que le nom, ce dernier étant par définition « le produit exclusif de la fermentation des raisins frais » (1).

1. Principe posé par l'article 1^{er} de la loi du 14 août 1889 qui constitue la charte de la viticulture.

Toutes les fraudes aboutissent au mouillage, c'est-à-dire à la multiplication, au foisonnement du vin. Elles se pratiquent :

1^o A la production, où s'emparant du vin naturel, le fraudeur l'étend et le multiplie ;

2^o A la circulation, chez l'intermédiaire, commissionnaire ou négociant, où, par les acquits fictifs, les congés à double emploi, ce dernier se crée des excédents qu'il comblera par des vins purement artificiels ;

3^o A la consommation enfin, chez le débitant, où l'ombre des caves est particulièrement propice aux mouillages et aux falsifications.

Signalons enfin une dernière fraude, d'un caractère particulier, mais qui n'est point sans danger. Elle consiste à tromper le client sur l'origine de provenance de la marchandise en lui présentant soit en France, soit à l'étranger, des vins ordinaires comme des vins de crus, le plus souvent d'ailleurs avec un faux titre de propriétaire.

CHAPITRE PREMIER

Les Fraudes à la Production

Le bruit fait autour de la fraude sur les vins semble laisser supposer qu'elle est partout la règle à la propriété. Cette accusation a été portée surtout contre les propriétaires du Midi. Il importe de faire justice de semblables allégations. Sans doute quelques propriétaires malhonnêtes ont recours à des pratiques coupables pour accroître leur récolte, mais l'immense majorité des viticulteurs reste foncièrement loyale. Le plus souvent d'ailleurs, elle manque de vaisselle vinaire. Comment pourrait-elle songer à créer des vins artificiels alors qu'elle peut à grand'peine loger le vin naturel ?

Si l'on veut d'autre part essayer de saisir la fraude dans son ensemble, et tenter de la localiser, il faut se préoccuper uniquement du rendement par hectare dans chaque département viticole ; la statistique établit alors, ce qui est tout au moins étrange, que ce

sont les départements les moins favorisés par le climat qui ont le mieux réussi à violenter la nature. L'Hérault et l'Aude, départements grands producteurs de vin, n'arrivent qu'au cinquième et sixième rang après la Meurthe-et-Moselle, le Loir-et-Cher, l'Indre-et-Loire, les Vosges ! Les Pyrénées-Orientales se placent au dix-neuvième rang !

Si la fraude se pratique à la propriété, ce n'est donc point surtout comme on a voulu le prétendre, dans les départements du Midi.

Pour la saisir, dans ses formes diverses, il importe d'examiner tour à tour : le mouillage, le vinage, les vins de marc, le sucrage.

I. — *Le mouillage*

Le mouillage est l'opération qui consiste à ajouter de l'eau au vin. Il s'effectue surtout sur des vins très corsés remontés à 12 ou 13 degrés d'alcool, et qu'on ramène à 7 ou 8 degrés. Ce mélange se complique parfois de matières colorantes et d'acides sulfurique nitrique, chlorhydrique, etc.

Le mouillage est un délit prévu et puni par l'article 1^{er} de la loi du 24 juillet 1894 (amende de 50 francs et au-dessus, emprisonnement de trois mois à un an). Mais ce délit peut être difficilement établi et les vins mouillés échappent tout autant à la statistique qu'à la répression.

Dans les cas d'ailleurs où le mouillage ne fait qu'améliorer le vin, par exemple, quand le raisin est trop mûr et qu'il est nécessaire d'ajouter de l'eau pour remplacer celle que la chaleur du soleil a enlevée, le mouillage n'est pas punissable. « Ajouter de l'eau quand il y a trop de sucre, disait M. Griffé au Sénat et que le raisin amené à fermentation ferait, — passez-moi l'expression — des confitures au lieu de vin, c'est employer un procédé de vinification excellent. » (*Journal off.*, 24 oct. 1888. Sénat, p. 1382.)

Mais ces procédés ne sauraient être tolérés que dans les limites utiles à la vinification, il convient d'ailleurs d'observer qu'en fait la nature a rarement placé le remède à côté du mal. Dans les pays où la chaleur est très vive, et où le raisin mûrit trop, l'eau manque le plus souvent.

II. — *Le vinage*

Le vinage consiste à verser de l'alcool dans le vin pour en relever le degré alcoolique.

Ses avantages sont indiscutables. Il rend les vins d'une conservation plus facile, et leur permet de voyager.

Aussi cette pratique a-t-elle été longtemps tolérée. On pouvait jadis viner jusqu'à 26 degrés ; l'article 21 du décret du 17 mars 1852 abaissa la tolé-

rance à 18 degrés et seulement pour sept départements méridionaux.

La loi du 1^{er} août 1871 abolit le vinage. Il présentait en effet un gros inconvénient : il permettait le dédoublement des vins suralcoolisés. Observons, toutefois qu'à l'heure actuelle, les vins peuvent être suralcoolisés de 3 degrés par le sucrage. Ne serait-il pas juste et plus logique que la faculté de viner en franchise à la cuve dans les mêmes proportions, fût accordée à la viticulture ?

III.— *Le vin de marc ou piquette*

Le vin de marc ou piquette est la boisson obtenue par le lavage du marc de vendange sans addition d'alcool, de sucre ou de matières premières.

La vente de ce produit a été réglementée successivement par les lois de 14 août 1889, 11 juillet 1891, 6 avril 1897.

Avant la loi de 1889, le vin de marc, classé parmi les produits réguliers de la vigne, pouvait être livré au commerce qui ne devait pas le vendre comme vin naturel ; employé pour le coupage des vins, il devenait un élément de falsification.

Les lois de 1889 et 1891 eurent pour objet de donner aux vins de marc leur véritable état civil ; désor-

mais ils ne purent plus voyager ou être mis en vente que sous le nom de vins de marc.

Malgré cette réglementation, les abus ne cessèrent point. Pour les combattre, la loi de 1897 n'autorisa plus la circulation de ces produits qu'à destination des particuliers et pour la consommation familiale. Ils furent frappés d'un droit de circulation de 1 franc.

Ces restrictions ne furent d'ailleurs pas jugées suffisantes. La loi du 6 août 1905 interdit la circulation des piquettes, même à destination des particuliers.

La loi du 24 juin 1907 (art. 6), est allée encore plus loin ; elle n'autorise leur fabrication que pour la consommation familiale et seulement jusqu'à concurrence de 40 hectolitres par exploitation. Elle ne répond d'ailleurs qu'à demi aux vœux des viticulteurs qui demandaient l'interdiction absolue de la piquette.

Il est bien certain, en effet, que la loi nouvelle ouvre une porte à la fraude. Comment saura-t-on si un propriétaire n'a pas excédé les limites prévues par la loi ? Le viticulteur se hâtera de mêler sa piquette au vin. Il est vrai toutefois, de reconnaître que la production de la piquette ne peut jamais atteindre un très gros chiffre ; mêlée au vin, elle en diminue le degré, puisqu'elle n'a elle-même qu'un degré alcoolique très faible ; elle peut enfin conte-

nir des germes de maladie qui risquent de faire gâter la totalité du vin, dans lequel elle est versée.

IV. — *Le sucrage*

Le sucrage est un moyen détourné d'obtenir à prix réduit l'alcool qui est l'âme de toute fraude. C'est contre lui surtout que s'élève la viticulture, le déclarant responsable de la crise actuelle.

Le sucrage comporte deux procédés : la chaptalisation et le petiotage.

La chaptalisation (ou sucrage en première cuvée), consiste dans l'addition de sucre à la vendange, afin d'augmenter par fermentation la richesse alcoolique du vin.

Chaptal recommandait cette pratique dès 1800 (*Dictionn. d'agriculture*, art. Vin) « pour remédier aux vices de la fermentation lorsque le défaut de sucre dans le raisin est un obstacle à la fermentation de l'alcool en quantité suffisante ». De là son nom.

Elle s'impose le plus souvent dans les vignobles du Centre et de l'Est, où la rigueur des saisons n'assure pas toujours une maturité parfaite.

Pratiquée loyalement, la chaptalisation ne peut constituer une fraude. Elle n'augmente pas en effet la quantité de vin produit, elle se borne à l'alcooliser.

Mais le plus souvent, le viticulteur chaptalise sans nécessité, uniquement pour relever le degré alcoolique de son vin, qu'il dédoublera ensuite.

Le petiotage est l'opération qui a pour objet de verser sur des marcs de vendange encore fermentescibles, mais déjà privés, par l'écoulage d'abord, par la pression ensuite, de leur goutte mère, de grandes quantités d'eau et de sucre qui, mises en contact des ferments, fourniront un liquide auquel il sera assez facile de donner chimiquement un surplus de coloration suffisante pour le faire ressembler à du vin naturel.

On obtiendra ici un vin de deuxième cuvée ou vin de sucre.

L'opération peut être répétée et l'on obtient ainsi des vins de troisième et quatrième cuvée.

Le sucrage était depuis longtemps dans les mœurs viticoles, lorsque survint le phylloxera. S'il n'avait pas pris une grande extension, c'est que, au plein droit de 60 francs, l'emploi du sucre dans les vendanges n'était pas rémunérateur. Le consommateur dont le goût n'était pas en ce moment faussé, se refusait d'ailleurs à acheter du vin de sucre.

Le commerce enfin trouvait un bénéfice sérieux dans la vente des vins naturels, et ne songeait nullement à les concurrencer par des vins artificiels.

Lorsque la crise phylloxérique eût réduit de plus

de moitié la production, la viticulture demanda un abaissement des droits sur les sucres employés en vinification, abaissement qui permettrait d'améliorer les vendanges défectueuses, de combler le déficit de la production et de produire une boisson saine et peu coûteuse.

La loi du 29 juillet 1884 accorda une détaxe de 36 francs par 100 kilogs. Cette loi ne prévoyait que le sucrage avant la fermentation, c'est-à-dire en première cuvée. Le décret du 22 juillet 1885 en étendit singulièrement la portée en décidant que le bénéfice de la détaxe s'appliquerait au sucre employé tant pour le petiotage que pour la chaptalisation « soit pour relever le degré de la totalité ou d'une partie du vin provenant de la récolte, soit pour utiliser les marcs de vendanges en faisant des vins de marc ».

Le décret accorde « au sucreur » pour 300 kilogrammes de vendange (soit 2 hectolitres de vin) :

- 1^o 20 kilogrammes de sucre pour chaptaliser ;
- 2^o 50 kilogrammes pour faire des vins de seconde cuvée, soit au total 70 kilogrammes.

Si l'on veut bien noter que 300 kilogrammes de vendange produisent environ 20 degrés d'alcool et 70 kilogrammes de sucre 40 degrés, on constate que le sucreur peut arriver à vendre 6 hectolitres à 10 degrés, c'est-à-dire qu'il peut tripler sa récolte.

Les abus ne tardèrent point à se faire sentir. Le marché fut inondé de vin de sucre.

La loi du 27 mai 1887, éleva à 30 francs les droits sur les sucres. Mais cette mesure fut insuffisante (1).

La loi du 14 août 1889 (loi Griffé) et la loi du 11 juillet 1891 firent défense d'expédier, vendre ou mettre en vente les vins de deuxième cuvée autrement que sous le nom de vin de marc ou de vin de sucre.

La loi du 6 avril 1897 (loi Turrel), alla plus loin. Elle voulut réduire la fabrication des vins de seconde cuvée aux besoins de la consommation familiale et les exclure de toute transaction commerciale. Elle n'y réussit d'ailleurs point. Les quantités de sucre employées en première et deuxième cuvée furent très importantes.

Première cuvée

Années 1897.	8.240.597 kilogrammes	
— 1898.	12.217.375	—
— 1899.	12.383.641	—

1. Sucre employé.

En 1885.	7.923.887 kilogrammes	
1886.	27.856.592	—
1887.	37.446.584	—
1888.	38.763.158	—
1889.	20.327.000	—
1890.	33.049.009	—
1891.	33.950.000	—

Deuxième cuvée

Années 1897.	13.311.684 kilo grammes
— 1898.	24.265.253 —
— 1899.	26.693.649 —

Ces chiffres témoignent du peu d'efficacité des dispositions édictées. Une grande partie des vins fabriqués entra dans la consommation générale sous la dénomination de vin naturel. D'un autre côté, le sucre employé en première cuvée ne servit pas uniquement à relever le degré des vins faibles ; il favorisa l'augmentation de la cuvée par une addition d'eau. Ce défaut d'efficacité de la loi du 6 avril 1897 tient à ce que ces prescriptions étaient dénuées de sanction. Dès que les employés de la régie avaient constaté le versement du sucre dans les cuves de fermentation, les opérations du récoltant cessaient d'être soumises à leur contrôle ; s'agissait-il d'une première cuvée, personne ne pouvait l'empêcher d'ajouter de l'eau dans la cuve ; s'agissait-il de vins faits par addition de sucre et d'eau sur les marcs, il avait toute facilité pour les mélanger avec ses produits de première cuvée. Il ne resta donc que la surveillance extérieure ; l'analyse d'échantillons prélevés en cours de transport ou chez les négociants destinataires. Or, si l'analyse chimique peut, en général, distinguer un vin de sucre d'un vin naturel, il lui est à peu près impossible de constater la présence de vins de sucre dans les mélanges.

La loi du 29 décembre 1900 (art. 16), précisa d'après les besoins présumés de la consommation familiale les quantités de sucre susceptibles d'être employées à tarif réduit dans la fabrication du vin; elle les fixa à 40 kilogrammes par membre de famille et domestique attaché à la personne du viticulteur demandant la détaxe.

La fabrication des vins de sucre n'en fut point ralentie.

La loi du 28 janvier 1903 allait d'ailleurs donner à cette fabrication une extension inattendue.

Promulguée à la suite de la convention de Bruxelles du 5 mars 1902, cette loi abaissa le droit général de consommation sur les sucres à 25 francs, c'est-à-dire au-dessous même du taux de l'ancienne taxe réduite. Désormais le viticulteur n'eut plus de détaxe à demander. Le sucrage même à tarif plein allait devenir une opération rémunératrice. Le danger fut signalé et on crut y parer par les dispositions de l'article 7.

« Quiconque, dit cet article, voudra ajouter du sucre à la vendange, est tenu d'en faire la déclaration trois jours au moins à l'avance à la recette buraliste des contributions indirectes. La quantité de sucre ajoutée ne pourra être supérieure à 10 kilogrammes par 3 hectolitres de vendange.

« Quiconque voudra se livrer à la fabrication de vin de sucre pour la consommation familiale est tenu

d'en faire la déclaration dans le même délai. La quantité de sucre employée ne pourra être supérieure à 40 kilogrammes par membre de famille et par domestique attaché à la personne, ni à 40 kilogrammes par 3 hectolitres de vendanges récoltées.

« Toute personne qui en même temps que des vendanges, mouts ou marcs de raisins désire, avoir en sa possession une quantité de sucre supérieure à 50 kilogrammes est tenu d'en faire préalablement la déclaration et de fournir des justifications d'emploi.

« Le service des contributions indirectes est chargé de contrôler l'exactitude des déclarations.

« Les contraventions seront punies des peines édictées par l'article 4 de la loi du 6 avril 1897. Ces peines sont doublées dans le cas de fabrication, de circulation ou de détention de vins de sucre en vue de la vente. S'il y a récidive, les contrevenants encourront, indépendamment de l'amende une peine de six jours à six mois.

« Les mêmes peines sont applicables aux complices des contrevenants. »

Cette réglementation et ces menaces furent vaines.

La déclaration du sucrage était désormais sans intérêt puisqu'elle n'entraînait plus le bénéfice d'aucune détaxe ; elle allait au contraire susciter une surveillance très étroite. Les récoltants honnêtes s'y soumirent seuls.

La régie resta donc désarmée en présence de la

fraude ; elle n'avait plus d'ailleurs aucun intérêt fiscal à la réprimer.

Bien mieux, la fabrication des vins de sucre allait entraîner un accroissement des droits perçus sur cette denrée et une augmentation du chiffre des droits de circulation sur les vins.

La circulation du sucre n'étant pas, d'autre part, réglementée, la présomption de fraude prévue par le paragraphe 3 de l'article 7 restait inefficace.

Les vins de sucre fabriqués en 1903 s'élevèrent, d'après les statistiques, à 805.275 hectolitres. Ce chiffre est tout à fait inexact. Les fraudeurs profitèrent en effet, bien vite des facilités offertes par la loi.

La production des sucres passa de 371.119 tonnes (1902-1903) à 694.000 (1903-1904). Il paraît sage d'admettre, conformément d'ailleurs aux prévisions officielles, que l'abaissement des droits sur les sucres fit entrer 100.000 tonnes de plus dans la consommation directe, mais le solde soit 223.000 tonnes servit à faire du vin. (Environ 15 millions d'hectolitres à 8 degrés.)

Jamais année ne fut en effet plus propice à la fraude. La récolte était déficitaire. Les cours des vins au début de la campagne furent très élevés (28 à 30 francs l'hectolitre). Le fraudeur avait tout intérêt à fabriquer. Il fit tant et si bien que les prix baissèrent en avril à 16 francs pour descendre à 14 francs à la récolte.

De tous côtés, un grand cri s'éleva pour signaler aux pouvoirs publics les dangers qu'une pareille législation faisait courir à la viticulture. Le commerce, menacé de ruine, ayant subi de nombreuses pertes, joignit sa voix à celle des viticulteurs.

La loi du 6 août 1905 chercha à compléter la réglementation de 1903.

Le sucrage ne fut autorisé que durant la période des vendanges, déterminée dans chaque département par le préfet, après avis du conseil général (art. 1^{er}).

Tout envoi de sucre ou glucose fait par quantités de 50 kilogrammes au moins à une personne n'en faisant pas le commerce ou n'exerçant pas une industrie qui en comportel'emploi, devait être accompagné d'un acquit à caution.

Cette loi laissait néanmoins subsister de graves lacunes.

Il suffisait tout d'abord à un viticulteur de se donner l'apparence de tenir un fonds d'épicerie ou d'exercer une industrie comportant l'emploi de sucre, pour qu'il pût détenir de grandes quantités de ce produit en dehors de tout contrôle de la régie.

S'il ne voulait pas recourir à ce moyen, il pouvait chercher à transporter le sucre en fraude dans sa cave, et comme ce produit n'était pas suivi, il n'avait à craindre que la rencontre inopinée sur la route des employés de la régie.

Le plus légalement du monde d'ailleurs, il pouvait accumuler chez lui du sucre par quantités inférieures à 50 kilogrammes.

La loi du 29 juin 1907 (art. 8), a voulu mettre fin à ces abus.

Elle a abaissé tout d'abord à 25 kilogrammes la quantité de sucre que le viticulteur pourra détenir sans déclaration.

Tout envoi fait par quantités supérieures à ce chiffre, devra être accompagné d'un acquit à caution.

Enfin tout commerçant qui voudra vendre du sucre ou du glucose par quantités supérieures à 25 kilogrammes sera tenu d'en faire préalablement la déclaration à l'administration des contributions indirectes.

Il devra inscrire ses réceptions de sucre et de glucose sur un carnet conforme au modèle qui sera établi par l'administration. Il mentionnera sur le même carnet les livraisons supérieures à 25 kilogrammes. Ce registre sera représenté à toute réquisition du service des contributions indirectes qui procédera à toutes vérifications nécessaires pour le contrôle des réceptions et des livraisons.

D'autre part la loi frappe (art. 5) le sucre employé pour la chaptalisation d'une taxe complémentaire de 40 francs par 100 kilogrammes de sucre raffiné. Elle

redonne ainsi, à la surveillance de la régie, un intérêt fiscal.

Elle espère en outre, par cette élévation des droits, décourager la fraude. Jusqu'ici le prix de revient d'un hectolitre de vin de sucre à 8 degrés fabriqué en fraude pouvait être évalué à environ 9 fr. 50.

Dépenses d'achat

13 kil. 600 de sucre à 55 francs les 100 kilos.	7 fr. 48
(1.700 grammes de sucre donnent un degré d'alcool.)	
140 grammes d'acide tartrique à 3 fr. 50 le kilo.	0 50
Matières fermentescibles, colorants, tannins,	
etc	1 00
Prix d'achat	8 98
Frais de manutention	0 50
Au total	9 fr. 48

Le fraudeur avait intérêt à fabriquer toutes les fois que le prix du vin naturel s'élevait au-dessus de 10 francs. Il n'y manquait d'ailleurs point et c'est pourquoi les vins du Midi n'ont jamais pu dépasser ce cours-limite.

Désormais, l'augmentation des droits accroît le prix de revient du vin de sucre de 5 fr. 40 environ par hectolitre. On peut donc espérer que le fraudeur ne cherchera pas à fabriquer à la propriété lorsque

le vin sera au-dessous de 15 francs l'hectolitre, prix de revient normal d'un hectolitre de vin naturel.

Dans l'article 6, le législateur a maintenu l'autorisation de fabriquer du vin de sucre destiné à la consommation familiale (1). Il s'est borné (art. 6) à diminuer la quantité de sucre qui pourrait être ainsi employée. Elle ne pourra désormais être supérieure à 20 kilogrammes par membre de la famille et par domestique attaché à la personne, ni à 20 kilogrammes par 3 hectolitres de vendanges récoltées, ni au total à 200 kilogrammes pour l'ensemble de l'exploitation.

Qui ne voit toutefois les abus que cet article laisse subsister ? Il donne à deux ou trois millions de Français, même à la mamelle, le droit de fabriquer chacun 4 hectolitres de vin sans payer de surtaxe. Ainsi vont être jetés sur le marché 7 à 8 millions d'hectolitres de vin de sucre, car il est bien certain que le vin artificiel ne sera pas consommé par la famille du récoltant, mais sera jeté dans le vin ou vendu au commerce qui le mettra en circulation après coup.

Malgré ces imperfections, justement signalées à la tribune de la Chambre des députés, par les députés des régions viticoles, la loi de 1907 rend indis-

1. Le projet du gouvernement en demandait la suppression, mais il ne réunit, sur ce point, que 175 voix.

tablement la fraude plus difficile et moins profitable.

B. — *La déclaration de récolte*
Remède à la fraude ?

L'article 1^{er} de la loi, en imposant la déclaration de récolte, a voulu d'ailleurs donner une arme nouvelle contre elle.

Aux termes de cet article : « Chaque année après la récolte, tout propriétaire, fermier, métayer récoltant du vin, devra déclarer à la mairie de la commune où il fait son vin :

1^o La superficie des vignes en production qu'il possède ou exploite ;

2^o La quantité totale du vin produit et celle des stocks antérieurs restant dans ses caves ;

3^o S'il y a lieu, le volume ou le poids de vendanges fraîches qu'il aura expédiées ou le volume ou le poids de celles qu'il aura reçues ;

4^o S'il y a lieu, la quantité de moûts qu'il aura expédiée ou reçue.

Ces déclarations seront inscrites sous le nom du déclarant, sur un registre restant à la mairie et qui devra être communiqué à tout requérant. Elles seront signées par le déclarant sur le registre ; il en sera donné récépissé.

Copie sera transmise, par les soins de la mairie, au receveur-buraliste de la localité, qui ne pourra délivrer, au nom du déclarant, de titres de mouvement pour une quantité de vin supérieure à la quantité déclarée.

Le relevé nominatif des déclarations sera affiché à la mairie.

Dès le début de la récolte, au fur et à mesure des nécessités de la vente, des déclarations partielles pourront être faites dans les conditions précédentes, sauf l'affichage qui n'aura lieu qu'après la déclaration totale.

Dans chaque département, le délai dans lequel devront être faites les déclarations sera fixé, annuellement, à une époque aussi rapprochée que possible de la fin des vendanges et écoupages, par le préfet, après avis du conseil général.

Toute déclaration frauduleuse sera punie d'une amende de cent francs (100 fr.) à mille francs (1.000 fr.)

La déclaration de récolte était, dans l'exposé des motifs du projet de loi, signalée comme la plus importante de ses dispositions.

Telle que nous l'instituons, y était-il dit, — faite à la mairie et non à la recette buraliste, par conséquent sans grand dérangement pour le contribuable et sans perception d'aucun droit — ne donnant lieu à aucune inquisition de la part des agents de

l'Etat, — sanctionnée seulement par l'impossibilité de prendre des expéditions de régie au delà de la quantité déclarée et par la direction que des déclarations excessives donneront aux recherches faites pour la poursuite de la fraude suivant la procédure de droit commun, — la mesure ne doit, nous en avons la conviction, éveiller aucune susceptibilité chez nos 1.500.000 viticulteurs.

En revanche, elle permettra de connaître la situation exacte du marché viticole, ce que l'extrême dispersion de la production ne permet point aujourd'hui, quel que soit le zèle des statisticiens officiels. On saura, pour la première fois, s'il y a ou non surproduction permanente, et si, par suite, les mesures de police de la part du gouvernement, d'ordre de la part des intéressés, doivent suffire, ou si, au contraire, des mesures extraordinaires s'imposent.

En second lieu elle procurera une répression certaine de la fraude. Les lois votées dans les vingt dernières années, ont eu surtout pour effet la répression de la fraude chez les entrepositaires, chez les marchands en gros. Tout en apportant encore un obstacle radical aux falsifications opérées dans les magasins de gros et à l'usage des acquits fictifs, puisqu'elle fait de toute prise en charge dans ces magasins le corollaire d'une décharge à la propriété, la déclaration décèlera de plus les fabrications frauduleuses par sucrage ou mouillage faites à la pro-

priété, soit par le viticulteur lui-même, soit par le négociant acheteur.

La déclaration de récolte avait été longtemps envisagée par les viticulteurs avec méfiance. Elle paraissait inutile et même dangereuse.

Le plus souvent, disait-on (1), la déclaration sera inexacte. Les paysans éprouveront une répugnance invincible à confier à des tiers le chiffre *exact* de leur récolte. Beaucoup prenant leurs précautions, ménageant leur crédit, flattant leur vanité, en exagéreront le chiffre. Ils prépareront ainsi eux-mêmes l'effondrement des cours.

La déclaration ne serait efficace que si elle était contrôlée. Dans ce cas, que de vexations, que d'impossibilités. Sera-t-il possible de vérifier 1.500.000 caves et d'ouvrir un compte à chacun des 1.500.000 récoltants (2) ?

Et si la régie ne vérifie pas, quel champ laissé à toutes les causes d'exagération et de tromperie ! Celui qui voudra augmenter frauduleusement sa récolte ne manquera pas de s'y préparer par l'exagération de sa déclaration et fera ainsi authentifier

1. Lire notamment les observations de MM. Couptry et Poubelle, dans la séance de la Soc. des Viticulteurs de France, du 19 janvier 1907. *Supp. au Bulletin mensuel* de février 1907, p. 423.

2. Au 31 mars 1906, les statistiques fixaient le nombre des récoltants à 1.560.183.

des vins artificiels. Comment le contredire avec certitude ?

Ainsi la déclaration sera sans effet, si elle n'est pas contrôlée ; elle deviendra inquisitoriale, si elle est contrôlée.

Malgré ces arguments, dont quelques-uns ne sont pas dénués de force, la grande majorité de la viticulture s'est très rapidement ralliée au principe de la déclaration. Elle n'a pas voulu laisser supposer un instant qu'elle eût quelque chose à cacher aux agents du fisc, et elle n'a pas hésité à leur ouvrir la porte de ses chais.

La loi nouvelle d'ailleurs s'est efforcée de rendre aussi peu inquisitoriale que possible l'obligation de la déclaration. Cette mesure ne saurait en aucune façon être comparée à l'exercice ; le vin n'est point pris en charge ; le récoltant est seulement mis dans l'impossibilité de faire sortir de sa cave plus de vin qu'il n'en a déclaré. Si sa déclaration a paru exagérée, l'éveil sera donné, et, au moment des sorties, des recherches seront faites en vue d'établir la fraude, par les modes de droit commun.

L'affichage hebdomadaire des sorties devrait être le corollaire indispensable de la déclaration. Chaque propriétaire pourrait voir ainsi si on n'abuse pas de son nom, et il deviendrait en même temps un auxiliaire précieux de la régie.

CHAPITRE II

Les Fraudes à la circulation (Chez les négociants en gros)

Les marchands en gros, bénéficiant de l'entrepôt, sont soumis à l'exercice des employés de la régie. Il est tenu un compte des quantités reçues et livrées et la balance des entrées et sorties doit faire ressortir les existences en magasin. Il est clair que s'il peut y avoir un manquant, c'est-à-dire une quantité moindre que celle qui résulte des écritures, et cela par suite de déchets, pertes de liquide, etc., il ne doit jamais y avoir un excédent, c'est-à-dire une quantité supérieure à la balance du compte. Aussi tout excédent constaté donne-t-il lieu à une contravention. D'où peut venir cet excédent ? D'une introduction de liquide sans pièce de régie ? C'est invraisemblable puisque le marchand en gros ne paie les droits qu'à la sortie et n'a pas d'intérêt à introduire des vins sans acquit. L'excédent vient donc d'une

multiplication artificielle des vins en magasin par addition d'eau, de piquettes, de vins de sucre, etc.

Le plus souvent, en effet, le négociant fera entrer chez lui des vendanges fraîches, des moûts, des lies ou des marcs, ou même des produits tout à fait étrangers à la vigne, et en fera la source d'une production artificielle particulièrement abondante.

Pour couvrir l'excédent qui provient nécessairement de cette multiplication frauduleuse, le négociant use de deux procédés :

1^o La fraude par les congés ; 2^o la fraude par les acquits fictifs.

I. — *La fraude par les congés* (1)

Les marchands en gros sont autorisés à détenir un livre à souche d'où ils détachent eux-mêmes les congés qui accompagnent les expéditions faites à la clientèle. Ce livre est vérifié tous les dix jours par la régie.

A la faveur de cette autorisation, certains d'entre eux n'hésitent pas à pratiquer la fraude suivante signalée par M. Jean Dupuy. « Ils ont à livrer, par exemple, deux pièces de vin dans un même quartier

1. Voir lettre de M. Jean Dupuy, président de la Société des Viticulteurs, à M. le ministre des Finances, en date du 16 mai 1907. *Bull. de la Soc. des Viticulteurs*, juin 1907.

de la ville. Ils inscrivent sur leur livre à souche et sur la feuille de congé qu'ils détachent : « Dix heures... cinq minutes. » Si pendant le transport, ils ne rencontrent pas d'employé de la régie, si leur congé n'est pas visé, ils laissent les fûts chez le destinataire, mais gardent le congé et reviennent prendre un nouveau chargement ; ils corrigent aisément l'heure sur la souche et sur la feuille qu'ils ont détachée, inscrivent dix heures cinquante-cinq minutes et ils repartent pour un autre transport. » Cette fraude est très difficile à saisir. Le résultat en est très clair. Le négociant a livré quatre pièces de vin, mais son compte de régie n'est déchargé que de deux ; il s'est procuré ainsi une marge pour pratiquer le mouillage et pour couvrir les excédents déjà créés. Cette pratique est aussi dangereuse que celle des acquits fictifs et elle est plus dommageable pour le Trésor.

Il suffirait pour y mettre un terme, d'une décision administrative retirant aux marchands en gros leur livre à souche.

II. — *La fraude par les acquits fictifs*

Le marchand en gros qui cherche à couvrir ses excédents n'hésite pas, le plus souvent, à prendre au vignoble des acquits pour des transports et des enlèvements fictifs.

Ce négociant a, par exemple, fabriqué 100 hecto-

litres de vin dans ses caves ; il fera faire dans la recette buraliste d'une localité quelconque où l'on cultive la vigne, une fausse déclaration d'enlèvement de vin chez un récoltant de cette localité, souvent à l'insu de ce producteur, parfois avec sa complicité.

Il présentera ensuite cet acquit à la régie, et cela justifiera la présence dans ses caves de l'excédent qu'il a créé par sa fabrication.

Demeurée impunie jusqu'en 1897, la pratique des acquits fictifs a été frappée de pénalités sévères par la loi du 6 avril 1897. « Sont punies, dit l'article 4, des peines portées à l'article 1^{er} de la loi du 29 février 1872 (confiscation et amende de 500 à 5.000 frs) toute déclaration d'enlèvement de boissons faite sous un nom supposé ou sous le nom d'un tiers sans son consentement et toute déclaration ayant pour but de simuler un enlèvement de boissons non effectivement réalisé. »

La loi du 18 juillet 1904 a voulu rendre cette fraude plus difficile et a exigé pour tout enlèvement de vin à la propriété, une déclaration du récoltant attestant que les quantités indiquées sur la soumission sortent effectivement de chez lui : sans cette déclaration du producteur, le négociant ni un tiers agissant pour son compte, ni personne d'ailleurs, ne peut obtenir le titre de mouvement.

Le négociant fraudeur devra donc désormais s'assurer la complicité du propriétaire, sinon il devra

commettre un faux, en appliquant ou faisant appliquer par un tiers la fausse signature du récoltant sur la déclaration ou sur la soumission elle-même.

Il est vrai de dire que jusqu'ici le négociant faussaire ne courait pas de grands risques. Les sorties des vins n'étant point publiées, le récoltant ignorait le plus souvent qu'on avait abusé de son nom et de sa signature. Le hasard seul pouvait révéler ce fait.

La régie, d'autre part, n'avait que quatre mois (art. 7, ordonnance du 11 juin 1816) pour s'assurer de la valeur des certificats de décharge et intenter une action.

Passé ce délai, le négociant, qu'il eût agi avec ou sans la complicité du récoltant, pouvait donc se considérer comme à peu près certain de l'impunité.

L'article 22 de la loi des finances du 30 janvier 1907, à la suite de procès retentissants⁽¹⁾, est venu heureusement décider que la prescription de quatre mois n'existerait plus en pareille matière et serait remplacée par la prescription de droit commun, c'est-à-dire la prescription de trois ans.

La loi du 29 juin 1907, en imposant la déclaration de récolte qui sera, espérons-le, suivie de l'affichage des sorties, rendra la pratique des acquits

1. Ces procès ont été soutenus par les syndicats du Beaujolais devant le tribunal de Villefranche, la Cour de Lyon et la Cour de cassation.

fictifs beaucoup moins facile et bien plus dangereuse.

Signalons enfin que la loi du 6 août 1905, en imposant le visa en cours de route des chargements de vin de 10 hectolitres et au-dessus, avait déjà essayé de l'enrayer. La loi du 15 juillet 1907, sur le mouillage, n'exempte désormais du visa que les chargements de moins de 5 hectolitres.

CHAPITRE III

Les Fraudes à la Consommation

Les fraudes pratiquées dans les lieux de production sont loin d'être les plus importantes. Les vins fabriqués n'y ont point, en effet, de situation privilégiée. Comme les vins naturels, ils doivent voyager avec des titres de régie, acquitter par suite le droit de circulation de 1 fr. 50 par hectolitre ; ils sont grevés des mêmes frais de transport, de courtage, de camionnage, de magasinage, etc. ; ils paient, le cas échéant, les mêmes droits d'octroi. Ils risquent enfin d'être, en cours de route, analysés et saisis.

Les vins artificiels livrés par les négociants en gros des centres de production sont dans la même situation.

Il en est tout autrement des vins fabriqués dans les lieux mêmes de consommation. Ces derniers sont, en effet, exonérés de toutes charges. Immédiatement vendus, ils défont en outre toute surveillance. Aussi

est-ce surtout dans les lieux de vente que le fraudeur exerce sa coupable industrie. Le vin artificiel y est produit soit avec des vendanges fraîches ou des moûts dont la fermentation a été retardée, soit avec des raisins secs, des lies ou même des matières étrangères à la vigne, telles que des grains, des fruits secs, du riz, etc. Cette production se poursuit toute l'année, plus ou moins active, suivant les besoins de la consommation, faisant au vin naturel une concurrence mortelle (1).

1. — *La fraude à Paris.* — C'est surtout dans les grands Centres, et notamment à Paris, qu'elle est particulièrement abondante. M. Poubelle, ancien préfet de la Seine, a établi ce fait d'une façon saisissante :

« J'ai dit, écrivait-il dans un rapport fait à la Société Nationale d'Agriculture de France (2), que la fraude se pratiquait surtout dans les grandes villes, ce qu'il est aisé de faire toucher du doigt en comparant les consommations d'une ville avec les consommations des communes environnantes, par exemple les consommations de Paris avec celles du

1. Les frais seuls grevant un hectolitre de vin naturel pour arriver à la consommation s'élèvent en moyenne à plus de 10 francs. Le prix de revient de l'hectolitre de vin artificiel est loin d'atteindre ce chiffre !

2. V. Discours de M. Aldy, député, séance du 6 juillet 1907 (*Officiel* du 7).

département de la Seine dont l'anneau constitue la banlieue.

« Le département de la Seine, hors Paris, compte 978,662 habitants et consomme 3,037,801 hectolitres de vin par an, soit 3 Hl. 17 par habitant. Paris compte 2,714,068 habitants. En 1904, les entrées de vin constatées sont de 5,790,038 hectolitres, soit par tête et par an 2 Hl. 13. C'est en moins 1 Hl. 04 par habitant.

« Cette infériorité représente pour la population de Paris, par rapport à la population de la banlieue, 2,822,530 hectolitres, et si vous admettez la même consommation effective, la conclusion sera que la fabrication s'élève à cette quantité. Notez que les voyageurs ne sont pas comptés. Ils consomment pourtant. Raison de plus de considérer nos conclusions comme très modérées et plutôt au-dessous de la vérité. »

A cet argument décisif, nous pourrions en ajouter un autre, c'est que la consommation du vin n'a pas augmenté à Paris malgré l'avisement des prix et le vote de la loi des boissons de 1900 dont les effets sont pourtant incontestables.

La législation spéciale à Paris a d'ailleurs longtemps facilité ces fraudes.

La loi du 26 avril 1816 n'impose ni formalités de circulation, ni exercice pour les boissons autres que la bière. Aussi dans la ville même, surtout à la péri-

phérie où les loyers étaient moins chers, avaient été créées de véritables fabriques de vin, des « baptistères » qui inondaient Paris de leurs produits.

La loi du 18 juillet 1904 (art. 3), pour remédier à cette situation, interdit dans la ville de Paris toute préparation de liquides fermentés autres que les bières et cidres. Cette défense demeura sans effet.

L'exercice n'existant pas, la régie n'avait à sa disposition aucun moyen de découvrir les fraudeurs.

C'était seulement dans les entrepôts de la ville, à Bercy ou au quai Saint-Bernard, qu'une surveillance pouvait être faite. Les fraudeurs le comprirent si bien qu'ils désertèrent en foule ces entrepôts. Les loyers passèrent de 3.500.000 francs à 1.500.000 fr. creusant un déficit de 2 millions dans le budget de la ville.

Une nouvelle loi dut intervenir, dictée autant par des soucis financiers que par le désir de réprimer la fraude.

A partir du 1^{er} janvier 1906, toute personne exerçant dans Paris la vente des vins en gros fut tenue de placer dans les entrepôts publics les boissons destinées à ce commerce. Exception fut faite seulement pour les négociants qui avaient des baux en cours. Leur location put se poursuivre, mais ils furent soumis à l'exercice.

Il est impossible d'apprécier, dès aujourd'hui, les effets de cette loi ; ce qu'il importe de retenir toute-

fois, c'est que la situation des débitants n'a pas été modifiée. Comme par le passé, ils échappent à tout contrôle. Bien mieux la circulaire n° 572, publiée en vue de l'application de la loi de 1904 par l'administration des contributions indirectes, les autorise à préparer et mettre en vente des boissons de ménage titrant moins de 2 degrés alcooliques. C'est une porte ouverte à la fraude. La plupart des 14.000 débitants de Paris n'hésiteront point en effet à mélanger la boisson de ménage au vin, et à augmenter ainsi les quantités de vin mises en vente (1).

II. — *La fraude chez les débitants en général*

Si la fraude est, sans doute, particulièrement active à Paris, elle n'en est pas moins pratiquée dans toutes les régions de la France.

Les débitants ne sont pas, en effet, exercés ; la plupart ne l'ont jamais été, la minorité soumise à l'exercice en a été affranchie par la loi des boissons de 1900. Le mouillage est, chez eux, la forme habituelle de la fraude. Il est d'une pratique courante, aussi vieille que la création des débits. En supposant (ce n'est qu'une hypothèse mais qui ne paraît pas excessive), que chaque débitant (ils sont 480.000

1. Cette circulaire vient d'être rapportée par M. Caillaux, ministre des Finances.

en France) ajoute par jour au vin mis en vente 10 litres d'eau, c'est quotidiennement 48.000 hectolitres d'eau vendus comme vin, soit par an plus de 17 millions. Chiffres arbitraires, sans doute, mais qui semblent pourtant vraisemblables. On voit à quelles conséquences conduit le geste sournois d'un marchand de vins vidant un broc d'eau dans son fût, et quels dommages sont ainsi causés à la fois aux producteurs et au Trésor.

Pour mettre un terme à cette fraude, certains viticulteurs ont demandé le rétablissement de l'exercice. Ils ont oublié, ainsi que le faisait fort justement remarquer M. le ministre des Finances (1), deux choses : à savoir que l'exercice n'a jamais été établi que chez une minorité de débitants et des plus petits vendant en tout 1.500,000 hectolitres de vin et que l'exercice apte à constater les manquants, est totalement impuissant à déceler les mouillages et les autres fraudes que les débitants opèrent au fur et à mesure de la consommation.

M. Caillaux a cru préférable de proposer la réduction du nombre des débits. « Les débitants, écrit-il, se font une concurrence de plus en plus vive pour se disputer les consommateurs et l'âpreté de la lutte entraîne fatalement l'emploi de moyens déloyaux, la fraude commerciale et la fraude fiscale, tandis

1. Exposé des motifs, loi 1907.

que, d'autre part, les fonctionnaires chargés de la répression se trouvent débordés par le nombre excessif des assujettis qu'ils ont à contrôler. »

Une surveillance sérieuse devrait en outre être exercée sur les débits. Elle peut, dès à présent, s'effectuer dans une certaine mesure, par les soins de la régie, grâce aux dispositions de l'article 5 de la loi de 1900.

Cet article pose, en principe, la suppression de l'exercice ; il ajoute toutefois : « Dans les communes où il n'existe pas de surveillance effective et permanente aux entrées, toute personne qui vend au détail des boissons, reste seulement assujettie dans ses caves, magasins et autres locaux affectés au commerce, aux visites des employés de la régie qui pourront effectuer les vérifications et prélèvements nécessaires pour l'application des lois concernant les fraudes commerciales et les fraudes fiscales. »

Ainsi le contrôle de la régie est la règle générale : tous les débitants y sont assujettis ; mais par une dérogation au droit commun, la loi fait une exception au profit des débitants des villes pour lesquelles il existe une surveillance effective et permanente aux entrées.

Or, nous l'avons déjà établi, c'est surtout dans les villes importantes, dans les grands centres de consommation que la fraude est la plus active. C'est là surtout que le contrôle des débitants s'impose,

qu'il doit être particulièrement vigilant. Il est donc regrettable que le Parlement ait laissé aux villes rédimées une situation privilégiée, et n'ait point permis à la régie d'user, dans ces villes, des armes dont elle dispose partout ailleurs (1).

Ce qui peut toutefois rassurer les viticulteurs, c'est que là même où la régie est impuissante, va pouvoir désormais fonctionner un service spécial de répression de la fraude prévu par la loi du 1^{er} août 1905 et dont l'action va s'exercer indistinctement dans tous les lieux de consommation.

Affichage du degré. — Une dernière mesure proposée par la viticulture consistait dans l'obligation pour le débitant d'afficher à côté du prix de vente le degré alcoolique du vin offert.

Discutée à la Chambre des députés et au Sénat les 6 et 11 juillet dernier, cette mesure, dont les difficultés d'application sont indiscutables, a été par deux fois repoussée.

1. Dans sa séance du 6 juillet 1907, la Chambre repoussait en effet l'article 2 de la proposition de loi sur le mouillage ainsi conçu :

Art. 2. — Le deuxième paragraphe de l'article 5 de la loi du 29 décembre 1900 est modifié de la manière suivante : « Toute personne qui vend au détail des boissons est assujettie dans ses caves, magasins et autres locaux affectés au commerce, aux visites des employés de la régie qui pourront effectuer les vérifications et prélèvements nécessaires pour l'application des lois concernant les fraudes commerciales et les fraudes fiscales. »

Repris au Sénat, sous forme d'amendement, cet article a été également repoussé, le 12 juillet.

CHAPITRE IV

Les Fraudes par fausse indication de provenance et par fausses dénominations

Dans les régions qui produisent des vins particulièrement renommés, des vins de cru, on entend généralement par fraude l'introduction sur le marché français ou sur le marché mondial, de vins de bien moindre qualité, étrangers à ces contrées et au terroir, mais qui leur empruntent leur nom, et tentent de se substituer aux vins d'origine. C'est de cette fraude que se plaignent surtout la Champagne, la Bourgogne et la Gironde.

Elle constitue une escroquerie au sens vulgaire et non juridique du mot, entraîne la baisse des prix de vente, et jette sur les produits de cru une déconsidération dont les effets peuvent être irrémédiables.

Déjà réprimée grâce à la loi du 28 juillet 1824, cette fraude a été à nouveau prévue et punie, en France, par la loi du 1^{er} août 1905.

A l'étranger, elle échappe le plus souvent à toute répression. Aussi s'y est-elle particulièrement développée et est-elle une des causes de la diminution de nos exportations (1).

En Californie, on fait des bourgognes et des bordeaux ; dans presque tous les pays, on fabrique du champagne. Bien mieux, les vins étrangers viennent le plus souvent chercher en France un caractère d'authenticité. Après un séjour, soit en entrepôt, soit en transit, ils sont réexpédiés dans leur lieu d'origine, et le négociant ne manque pas, à l'aide du plomb de la douane française, en cas de transit, ou de la lettre de réexpédition, en cas d'entrepôt, de laisser croire à l'acheteur étranger qu'il est en présence de produits français (2).

1. De 1875 à 1905 nos exportations ont baissé de moitié ; après avoir atteint en 1875 près de 4 millions elles se sont maintenues quelques années aux environs de 3 millions pour tomber dès 1888 bien au-dessous de ce chiffre. Conservant une moyenne de 2.500.000, de 1880 à 1887, elles se rapprochent de 2 millions de 1888 à 1891 et perdent du terrain depuis 1891 pour tomber à 1.642.000 hectos en 1904. En 1905, en prévision du relèvement du tarif douanier suisse qui a porté les droits sur les vins de 3 à 8 francs, elles ont atteint 2.530.000 pour retomber en 1906 à 2.025.000.

2. 500 à 600.000 hectolitres de vin transitent ainsi tous les ans. Ils sont dirigés à leur sortie surtout sur la Suisse (389.283 hect. en 1906), un peu sur l'Allemagne (26.042 hect.), sur l'Angleterre (15.378 hect.) et sur l'Espagne (3.619). La fermeture des entrepôts spéciaux (loi du 1^{er} février 1899), a réduit le transit, mais ne l'a pas supprimé.

Il existe bien des conventions internationales pour la protection des propriétés industrielles et la répression des fausses indications de provenance : Convention du 20 mars 1853, Convention de Paris, 1883, de Rome, 1886, enfin Convention du 14 avril 1891 dite Convention de Madrid, signée par le Brésil, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, le Portugal, la Suisse, la Tunisie, le Guatemala.

Des lois spéciales, notamment en Suisse, en Allemagne, au Brésil, en Angleterre, punissent en outre les fausses indications de provenance, mais les conventions internationales n'ont rallié que la minorité des puissances. Elles sont au surplus le plus souvent violées par ces dernières.

Enfin les lois spéciales ne sont pas toujours mises au service des étrangers.

La mauvaise volonté évidente de la plupart des nations à l'égard d'une réglementation réellement protectrice des indications de provenance, se comprend aisément. « Le jour où cette réglementation aurait son effet, dit M. Tallavignes (1), la qualité des vins français rendrait bien difficile la concurrence des autres. On peut donc souhaiter une bonne organisation de la répression des fraudes sur la prove-

1. Rapport sur l'avenir de l'exportation des vins français, *Bulletin de la Soc. des Viticulteurs de France*, février 1906, p. 111.

nance sans espérer qu'elle soit jamais sévèrement appliquée.

C'est à nos consuls, c'est à nos commerçants surtout, organisés en puissants syndicats de défense, qu'il appartiendra de dénoncer toutes les usurpations de provenance et de les poursuivre devant les tribunaux lorsque les lois le permettront.

La fraude par fausse indication de provenance se double souvent d'une autre fraude qui peut être dénommée par fausses dénominations et qui constituera parfois un véritable délit d'escroquerie.

Le négociant, peu scrupuleux, pour mieux tromper son client, prend lui-même le titre de propriétaire, se dit possesseur de vignobles dans les pays d'origine et laisse croire qu'il livre des vins de sa récolte, tandis qu'il fournit des vins de qualité inférieure, étrangers à la contrée.

Un jugement du tribunal correctionnel de Bordeaux du 7 juillet 1906, a mis en pleine lumière des faits de ce genre.

Sous les noms de comte Raoul de Mahé, château de Lorraine (Bordeaux), vicomte de Brunel, domaine de Castillon (près Pessac), baron Ch. de Chefdebien, petit château de Haut-Madère (près Villeneuve d'Ornon), Z... adressait des circulaires, dans lesquelles il promettait des vins de Gironde de première qualité.

Il se faisait envoyer sa correspondance à ces

différentes adresses et elle lui était remise par deux comparses. Au lieu de recevoir des vins de Bordeaux, les clients recevaient des vins du Midi. Quant aux châteaux de Lorraine, de Castillon, de Haut-Madère, ils n'existaient que dans l'imagination de l'escroc.

Cette fraude pourra le plus souvent tomber sous le coup de l'article 405 du Code pénal punissant l'escroquerie.

Au cas d'ailleurs où les éléments de ce délit ne se trouveraient pas tous réunis, la loi du 1^{er} août 1905 permettrait de ne pas laisser le fraudeur impuni.

CHAPITRE V

La loi du 1^{er} Août 1905

La loi du 1^{er} août 1905 ne vise point exclusivement les fraudes sur les vins. Elle a en effet pour objet : « la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et produits agricoles ».

Elle laisse en outre subsister toutes les lois spéciales qui l'ont précédée, et l'on sait combien sont nombreuses celles sur les fraudes des vins. Quelle peut donc être, pour la viticulture, l'utilité de cette loi générale ?

Elle est double, comme l'a excellemment indiqué M. le professeur Larnaude (1).

« La loi du 1^{er} août 1905 crée une législation générale applicable à toutes les tromperies et falsifica-

1. La loi sur les fraudes. Rapport de M. Larnaude. *Supplément du Bulletin Mensuel* (mai 1906) de la Société des Viticulteurs de France, p. 19 et s.

cations réunissant certains caractères généraux, de sorte que toutes les fois qu'une fraude non prévue par une de ces lois spéciales réunira les caractères précisés par notre loi, elle tombera sous son application...

« L'unification a une autre utilité d'ordre plus spécialement technique... Les pénalités, les particularités relatives à l'affichage, celles enfin qui se rapportent aux infractions, aux règlements d'administration publique à intervenir seront, en effet, applicables à toutes les lois spéciales concernant la répression des fraudes dans la fabrication et la vente des vins » (art. 15).

Les règlements que la loi prévoit vont d'ailleurs permettre à la répression de s'exercer plus utilement, plus efficacement. « La fraude, écrit M. Larnaude, a des formes multiples, variées, suivant encore plus vite que les chimistes officiels les progrès de la science. De sorte que la fraude d'aujourd'hui peut devenir un procédé grossier avec telle découverte scientifique qui peut se produire demain. Aiguillonné par l'intérêt, le falsificateur profitera immédiatement des progrès réalisés. Faudra-t-il donc faire une loi nouvelle chaque fois qu'une fraude nouvelle intervient ? Non, un règlement suffira, et il sera plus facile de le faire vite, la machine parlementaire étant particulièrement lente à se mettre en mouvement et plus lente encore à achever une besogne commencée.

« De la sorte, la législation répressive pourra suivre l'évolution scientifique et se maintenir à son niveau. »

La loi de 1905 reproduit en les complétant, l'article 423 du Code pénal et la loi du 27 mars 1851 punissant :

- 1^o Le délit de tromperie;
- 2^o Le délit de falsification.

Quiconque, dit l'article 1^{er}, aura trompé ou tenté de tromper le contractant : « Soit sur la nature, les qualités substantielles, la composition et la teneur en principes utiles de toutes marchandises, soit sur leur espèce ou leur origine, lorsque, d'après la convention ou les usages, la désignation de l'espèce ou de l'origine faussement attribuée aux marchandises devra être considérée comme la cause principale de la vente, soit sur la quantité des choses livrées ou de leur identité par la livraison d'une marchandise autre que la chose déterminée qui a fait l'objet du contrat : — sera puni de l'emprisonnement pendant trois mois au moins, un an au plus et d'une amende de 100 francs au moins, de 5.000 francs au plus, ou de l'une de ces deux peines seulement.

L'article 423 du Code pénal ne prévoyait pas la tentative de tromperie. Il ne punissait en outre que la tromperie sur la *nature* des marchandises.

La jurisprudence avait, il est vrai, par une interprétation très large de ce mot « nature » réussi à

faire tomber, sous le coup de cet article, presque toutes les tromperies prévues par la loi nouvelle.

La loi Griffé, d'autre part (14 août 1889) en défendant la *mise en vente* ou l'exposition *en vente* sous la dénomination de vin de tout autre produit que celui de la fermentation des raisins frais — punissait des faits qui constituaient seulement la tentative. Mais la lacune de l'article 423 sur ce point subsistait pour toutes les autres marchandises et notamment pour les eaux-de-vie.

La disposition qui jusqu'ici, a, dans l'article 1^{er}, paru la plus importante est celle qui prévoit la tromperie sur l'origine des marchandises. Nous avons signalé l'importance et le danger des fraudes de ce genre, la répression en sera encore mieux assurée lorsque le règlement d'administration publique sur la délimitation et la défense des marques d'origine aura été publié.

Les articles 3 et 4 de la loi prévoient le délit de falsification. Pour tarir les fraudes, il importe en effet de remonter jusqu'à leur source. Or c'est la falsification qui est le fait préparatoire de la tromperie.

Art. 3. — Seront punis des peines portées par l'article 1^{er} de la présente loi :

1^o Ceux qui falsifieront des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, des substances médicamen-

teuses, des boissons et des produits agricoles ou naturels destinés à être vendus ;

2° Ceux qui exposeront, mettront en vente ou vendront des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, des boissons et des produits agricoles ou naturels qu'ils sauront être falsifiés, ou corrompus ou toxiques ;

3° Ceux qui exposeront, mettront en vente ou vendront des substances médicamenteuses falsifiées ;

4° Ceux qui exposeront, mettront en vente ou vendront, sous forme indiquant leur destination, des produits propres à effectuer la falsification des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, des boissons et des produits agricoles ou naturels et ceux qui auront provoqué à leur emploi par le moyen de brochures, circulaires, prospectus, affiches, annonces ou instructions quelconques.

Si la substance falsifiée ou corrompue est nuisible à la santé de l'homme ou des animaux ou si elle est toxique, de même si la substance médicamenteuse falsifiée est nuisible à la santé de l'homme ou des animaux, l'emprisonnement devra être appliqué. Il sera de trois mois à deux ans et l'amende de cinquante francs (500 fr.) à dix mille francs (10.000).

Ces peines seront applicables même au cas où la falsification nuisible serait connue de l'acheteur ou du consommateur.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux fruits frais et légumes frais fermentés ou corrompus.

Art. 4. — Seront punis d'une amende de cinquante francs (50 frs) et trois mille francs (3.000 frs) et d'un emprisonnement de six jours au moins et de trois mois au plus, ou de l'une de ces deux peines seulement :

Ceux qui, sans motifs légitimes, seront trouvés détenteurs dans leurs magasins, boutiques, ateliers, maisons ou voitures servant à leur commerce ainsi que dans les entrepôts, abattoirs et leurs dépendances et dans les gares ou dans les halles, foires et marchés :

Soit de poids ou mesures faux ou autres appareils inexacts servant au pesage ou au mesurage des marchandises ;

Soit de denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, de boissons, de produits agricoles ou naturels qu'ils savaient être falsifiés, corrompus ou toxiques ;

Soit de substances médicamenteuses falsifiées ;

Soit de produits sous forme indiquant leur destination propre à effectuer la falsification des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, ou des produits agricoles ou naturels ;

Si la substance alimentaire falsifiée ou corrompue est nuisible à la santé de l'homme ou des animaux ou si elle est toxique, de même si la substance médicamenteuse falsifiée est nuisible à la santé de l'homme ou des animaux, l'emprisonnement devra être appliqué.

Il sera de trois mois à un an et l'amende de cent francs (100 frs) à cinq mille francs (5.000 frs).

« Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux fruits frais et légumes frais fermentés ou corrompus. »

Ainsi sont punis : le fait de la falsification, la mise en vente et la vente de denrées falsifiées, et enfin la

détention sans motifs légitimes de ces mêmes denrées.

L'article 3 § 4 crée en outre un délit nouveau ignoré de la loi de 1851 et des nombreuses lois sur les vins : « le délit d'excitation à la fraude » (1). Il a pour but d'atteindre, ainsi que le déclarait M. Albert Sarraut, ces industriels sans scrupules « qui déposent dans des prospectus, dans des brochures, dans des circulaires, dans les journaux ou sur les murailles soumises à l'affichage des annonces de produits permettant de fabriquer du vin sans une goutte de vin véritable, de l'eau-de-vie de Cognac ou d'Armagnac, sans la moindre goutte d'eau-de-vie naturelle de ces régions ».

Ce sont des colorants, des bouquets, des extraits de sèves, etc., permettant de créer des vins de toutes pièces ou d'améliorer des vins malades et gâtés.

La difficulté qui se présentera souvent, à propos des articles 3 et 4, sera de savoir si on se trouve bien en présence d'une falsification ou seulement d'une altération non punissable.

Pour fabriquer le vins et eaux-de-vie, les conserver, les améliorer, non seulement des manipulations sont nécessaires, mais encore diverses substances

1. C'est le nom que lui a donné M. Albert Sarraut, député, à qui est due cette innovation.

doivent être ajoutées. Quels seront les produits autorisés ?

Un règlement d'administration devra les déterminer et indiquer les procédés licites de vinification (1). Déjà la loi du 29 juin 1907 (art. 4) punit des peines de l'article 1^{er} de la loi de 1905, la fabrication, l'ex-

1. Signalons dès à présent les très intéressantes conclusions du Rapport de M. Semichon à la Société des Viticulteurs de France (Séance du 16 mars 1906, *Suppl. au Bulletin* de mai 1906, p. 42).

« Les substances dont l'usage sera permis en vinification doivent satisfaire aux desiderata suivants :

1^o Elles doivent avoir une utilité technique ;

2^o Elles doivent conserver au vin toutes ses qualités hygiéniques et alimentaires ;

3^o Elles ne doivent pas avoir pour effet de voiler une falsification ou une fraude commerciale ;

4^o A moins qu'elles ne fassent que traverser le vin sans y rien laisser, ces substances doivent autant que possible, exister déjà dans le raisin ou dans le vin. Elles doivent n'être employées que dans les proportions utiles sans détruire l'équilibre naturel des éléments constitutants des moûts et des vins ;

5^o Enfin ces substances doivent autant que possible ne pas contenir d'impuretés et être vendues, sinon avec une garantie de composition, du moins sous leur nom propre.

Les substances dont M. Semichon croit pouvoir autoriser l'emploi sont notamment :

Les levures de vin sélectionnées ;

Les phosphates d'ammoniaque ;

Les produits sulfureux jusqu'à concurrence de 350 milli-

position, la mise en vente et la vente des produits ou mélanges analogiques de composition secrète ou indéterminée destinés soit à améliorer et à bouquetter les moûts et vins, soit à les guérir de leurs maladies, soit à fabriquer des vins artificiels.

grammes par litre d'acide sulfureux total, libre ou combiné dans le vin ;

Les acides tartrique, citrique et carbonique ;

Les tannins ;

Le chlorure de sodium (1 gr. par litre) ;

Le plâtre jusqu'à concurrence de 2 grammes ;

Les phosphates de chaux ;

Le noir animal lavé.

Un décret du 3 septembre dernier vient de déterminer les opérations licites. Il autorise notamment le plâtrage jusqu'à deux grammes, l'addition de tannin, d'acide tartrique, le traitement par l'anhydride sulfureux, mais seulement jusqu'à concurrence de 350 milligrammes par litre, l'emploi des levures sélectionnées.

L'énumération du décret ne serait d'ailleurs pas strictement limitative.

DEUXIÈME PARTIE

LES SYNDICATS VITICOLES ET LA RÉPRESSION DES FRAUDES

CHAPITRE PREMIER

De l'insuffisance de l'action de la Régie, des Parquets, et du Service des Recherches Nécessité de l'action syndicale

Si les fraudes sur les vins sont nombreuses, les lois qui les prévoient ne le sont pas moins. Il est même un reproche que ne manque pas de s'attirer la viticulture lorsqu'elle réclame encore des mesures législatives, c'est qu'elle a déjà trop de lois à sa disposition et qu'il ne s'est point passé d'année sans que le Parlement ne lui en donnât de nouvelles.

Ce reproche est fondé. Mais ce qui est bien certain

aussi, c'est que ces lois n'ont jamais réussi à donner quelque inquiétude aux fraudeurs. Ce n'est point du manque de lois protectrices que la viticulture se meurt, c'est surtout de leur non application.

La raison en a été déjà donnée (1). Si les lois ne sont pas appliquées, c'est parce que l'administration des contributions indirectes qui en a la garde et qui jusqu'ici a été chargée de les mettre en mouvement est surtout et par-dessus tout une administration fiscale. La régie n'a qu'une préoccupation : assurer la perception de certains impôts. Elle recherche et poursuit volontiers les fraudes vis-à-vis du Trésor. Elle reste indifférente devant les fraudes commerciales. Lui demander de les réprimer, c'est la faire sortir de son rôle.

Et M. Gervais enregistre un aveu significatif. Il résulte d'une lettre adressée le 25 mars 1904 à M. le député Augé, par M. le ministre des Finances :

« L'action des employés des contributions indirectes, écrit ce dernier, s'exerce avant tout dans l'intérêt du Trésor. A l'occasion des vérifications qu'ils effectuent dans l'intérêt de l'impôt, ils relèvent et ils signalent à l'autorité compétente les infractions de droit commun qu'ils sont mis à même de découvrir, mais la constatation et le recouvrement des

1. Voir Gervais, *L'Avenir de la Viticulture Méridionale*, broch. — Discours de M. Brousse à la Chambre des députés, séance du 18 janvier 1907.

droits n'en constitue pas moins leurs attributions essentielles. Le service en somme n'intervient pour la répression des fraudes commerciales qu'accessoirement à l'exercice de son action fiscale. »

Le plus souvent d'ailleurs, la régie a un intérêt opposé à celui du viticulteur. Le mouillage chez le récoltant, la pratique des acquits fictifs chez le négociant exercé sont pour elle une source de revenus. Les vins ainsi créés paient en effet les mêmes droits de circulation que les vins naturels.

A l'occasion du sucrage, la régie perçoit un premier droit sur les sucres, un second sur les vins fabriqués. Depuis la loi du 29 juin 1907, toutefois, elle est intéressée au point de vue fiscal à surveiller la circulation de ce produit, puisqu'elle doit éviter que les quantités employées à la chaptalisation échappent à la surtaxe de 40 francs par 100 kilogrammes.

L'administration des contributions indirectes, d'autre part s'est laissée trop facilement aller à la transaction.

Sollicitée souvent par des politiciens influents, auxquels elle n'aurait pas toujours su résister, cherchant avant tout à garnir sa caisse, elle a volontiers renoncé à se prévaloir de la loi et négligeant de faire ordonner des mesures répressives, elle s'est contentée du versement d'une amende ou d'une indemnité.

Enfin, et cette considération est aussi de quelque

importance, la régie n'a contre la fraude d'autre arme que le procès-verbal. Il ne lui est pas toujours facile de verbaliser. Si elle y parvient, elle doit pratiquer la saisie des vins artificiels — et les faire analyser. — C'est sur l'analyse seule que le procès est jugé. Cette méthode répressive est des moins sûres ; l'analyse ne parvient pas en effet toujours à révéler la fraude ; les laboratoires officiels se montrent en outre peu disposés à la reconnaître (1).

La loi du 6 août 1905 (art. 16 et s.), a d'ailleurs rendu la tâche de la régie excessivement pénible, en affaiblissant ses moyens d'action. Elle a multiplié les cas de nullité des procès-verbaux et rendu singulièrement plus difficiles les visites domiciliaires (art. 15 et 17) ; elle exige notamment (art. 14) pour toute visite dans les locaux d'habitation l'autorisation préalable par ordonnance du président du tribunal civil ou du juge de paix du canton. La nécessité de se munir de cette ordonnance, en faisant perdre un temps précieux, fera disparaître presque toutes les chances que pouvaient avoir les agents de saisir le fraudeur en plein travail. Quand ils arriveront enfin

1. Notamment le Laboratoire municipal de Paris, dirigé par M. Girard, à qui a été retiré ce service d'analyse. En sept mois, du 12 novembre 1906 au 31 mai 1907, il avait reçu des agents de surveillance, 1.554 échantillons de vin à vérifier, et il en avait transmis au parquet seulement 58, avec des conclusions qui rendaient d'avance la poursuite impossible.

avec leur autorisation, ou les opérations seront finies et les appareils mis en sûreté — ou bien ils se heurteront à ce règlement protecteur qui pendant la nuit met les fraudeurs à l'abri de toute perquisition.

Les agents ne sont plus, d'autre part, directement intéressés à la poursuite des fraudes — le produit des amendes et des confiscations étant désormais attribué (art. 20) :

25 0/0 au Trésor ;

25 0/0 aux pensions civiles ;

50 0/0 au fonds commun.

Les indicateurs eux-mêmes ne reçoivent de remise ou de rémunération que s'il est justifié par écrit que les renseignements fournis l'ont été avant le procès-verbal (1).

C'est dans ces conditions que les viticulteurs ont demandé aux parquets de se substituer à la régie et aux laboratoires. Les parquets ont, en effet, des moyens d'investigation qui leur sont propres. Ils peuvent plus facilement arriver à la découverte de la vérité. Là où l'analyse ne révélera rien, ils pourront, par l'interrogatoire des prévenus, les dépositions des témoins, le rapprochement des acquits délivrés avec

1. La loi accorde en outre aux tribunaux de plus grandes latitudes pour l'octroi des circonstances atténuantes et étend les conditions, de la loi de sursis aux contrevenants.

la déclaration de récolte, établir la preuve de la fraude et obtenir une condamnation.

Mais la tâche des parquets est déjà bien lourde, ils ont des fonctions multiples et absorbantes. Ils ne peuvent organiser eux-mêmes des services de recherches. Ce n'est donc ni aux agents du fisc, trop peu nombreux, surchargés de services, entravés dans leur action, ni aux parquets, déjà trop occupés, que la viticulture doit laisser le soin de poursuivre la fraude. Elle doit se borner à leur demander un bienveillant appui.

Seul un service spécial de surveillance et de recherche pourra devenir menaçant pour les fraudeurs.

Lorsque la loi du 1^{er} août 1905 fut votée, on pouvait penser que son premier soin serait précisément d'organiser ce service en créant des brigades spéciales d'agents assermentés. Ces agents auraient pu, s'aidant du concours de la police et des agents de la régie, exercer une surveillance des plus étroites, découvrir et faire poursuivre les fraudeurs.

L'Alsace-Lorraine, où le système fiscal du régime français, a été maintenu nous en offrait l'exemple. Elle a créé des agents contrôleurs-vérificateurs, des « Weinprüfer », assermentés et ressortissant des parquets de Colmar, Metz et Strasbourg. Le Weinprüfer est muni de pleins pouvoirs ; il a le droit de vérification dans tous les locaux, bureaux des propriétaires, aubergistes, négociants. Il peut s'introduire

partout, déguster les vins, en demander l'origine, prélever des échantillons, examiner les livres et la correspondance.

Pourquoi ne pas faire de même en France ?

La loi de 1905 s'est bornée à dire (art. 11), qu'il serait statué par des règlements d'administration publique sur les mesures à prendre pour assurer l'exécution de la loi, notamment en ce qui concerne..... 5° les autorités qualifiées pour rechercher et constater les infractions à la loi.

Le règlement d'administration publique du 30 juillet 1906 (art. 2) a, depuis, chargé d'opérer les prélèvements d'échantillons :

Les commissaires de police ;

Les commissaires de la police spéciale des chemins de fer et des ports ;

Les agents des contributions indirectes et des douanes agissant à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions ;

Les inspecteurs des halles, foires, marchés et abattoirs ;

Les agents des octrois et les vétérinaires sanitaires désignés et commissionnés par les préfets ;

Enfin *les agents spéciaux créés par les départements ou les communes — agréés et commissionnés par les préfets.*

Ainsi l'Etat n'a pas voulu prendre à sa charge l'organisation d'un service spécial de répression, des

fraudes ; il a laissé ce soin aux départements et aux communes.

Il faut en chercher la raison dans les nécessités budgétaires. Lorsque le Parlement vota la loi de 1905, il laissa en effet le ministre de l'Agriculture sans crédits.

L'administration était chargée de prélever des échantillons sur toutes les denrées alimentaires, de les faire analyser dans des laboratoires, puis le cas échéant de poursuivre les fraudeurs, mais on n'avait prévu au budget aucune somme pour payer les traitements des agents, leurs frais de déplacement, les frais de saisie, les honoraires des experts, etc.

C'est seulement par un expédient que le ministre put se procurer quelques ressources. Il fit allouer au service des fraudes les 250.000 francs votés dans le budget du ministère de l'Intérieur (chapitre L) pour l'inspection des pharmacies, épiceries et drogueries.

Ce chiffre est incontestablement très insuffisant. Aussi le 7 mai dernier, MM. Razimbaud, Brousse, Benezech et Pujade, déposaient-ils sur le bureau de la Chambre des députés une proposition tendant à ouvrir au ministre de l'Agriculture un crédit de 1 million « pour assurer le fonctionnement du service des laboratoires et des prélèvements d'échantillons organisés par le décret du 30 juillet 1906 ».

La commission du budget est allée bien moins loin. Sur la demande de M. Decker-David, président

de la commission de l'Agriculture, elle a adopté le crédit de 275.000 francs proposé par le gouvernement et décidé d'y ajouter 60.000 francs.

Ce crédit serait employé :

1° A l'allocation d'une indemnité de déplacement aux fonctionnaires chargés des prélèvements (25.000 francs) ;

2° A l'augmentation des prélèvements opérés (175.00 frs). A défaut de prélèvements suffisants, écrit M. Fernand David, « la loi ne serait qu'une façade trompeuse qui ne servirait qu'à masquer l'impunité certaine des fraudeurs » ;

3° A la création d'emplois d'inspecteurs des fraudes (40.000 francs). Ces agents seraient recrutés soit parmi les employés des contributions indirectes comme les inspecteurs des beurres actuels, soit parmi les chimistes et autres personnes rompues déjà à la découverte des fraudes ;

4° Enfin à la création à Paris d'un laboratoire central d'analyses (95.000 francs). Le ministre de l'Agriculture, dit le rapporteur, estime avec raison qu'il est essentiel de doter son service d'un laboratoire de recherches. C'est qu'en effet, les fraudeurs s'ingénient chaque jour à découvrir des procédés inédits capables de sauver leur coupable industrie, et il est nécessaire que l'agent de répression puisse pratiquer à son tour une contre-mine et qu'il découvre la méthode capable de déceler la fraude

nouvelle... On se souvient des discussions récentes au cours desquelles il fut démontré que le laboratoire municipal de Paris, primitivement désigné pour un an pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905, résistait en fait à cette application. Le ministre de l'Agriculture a confié au laboratoire central des douanes les analyses d'abord destinées au laboratoire municipal. Mais cette organisation est essentiellement provisoire et imparfaite. Le laboratoire central des douanes a une destination spéciale et des travaux suffisamment absorbants pour qu'on ne puisse sans quelque risque lui apporter des occupations nouvelles. Il a donc paru nécessaire de créer à Paris un laboratoire d'Etat où se feront les analyses pour les départements de la Seine, de Seine-et-Marne et de Seine-et-Oise.

Tout en reconnaissant qu'un premier pas serait ainsi fait en vue de l'organisation du service de répression des fraudes, nous ne pouvons nous empêcher de remarquer combien les ressources mises à la disposition du ministre de l'Agriculture seront insuffisantes. Les crédits prévus sont vraiment trop faibles. Nous ne pensons point néanmoins qu'en présence des difficultés budgétaires actuelles, le Parlement consente à les élever.

La viticulture ne peut donc compter qu'à demi sur l'Etat ; elle aura, d'autre part, à lutter contre l'inertie et la résistance des communes et des départe-

tements. Invoquant une situation financière particulièrement obérée, les conseils municipaux et les conseils généraux se refuseront le plus souvent à prendre à leur charge les agents commissionnés dont la nomination leur est réservée. Déjà d'ailleurs, le peu d'empressement apporté par eux à l'organisation des laboratoires prévus par la loi, montre bien à quelles difficultés on se heurtera. Si des agents étaient ainsi désignés, il serait d'ailleurs à craindre qu'ils n'eussent pas toute l'indépendance désirable quand ils se trouveraient en face de gros fraudeurs sachant mettre en œuvre des influences puissantes.

Aussi est-ce surtout sur elle-même que la viticulture doit compter. On ne saurait trop le répéter en effet : « Le salut des viticulteurs est en leurs mains, il sera leur œuvre. » C'est à eux qu'il appartient de compléter et d'organiser au besoin le service de répression des fraudes.

Cette tâche, le viticulteur isolé ne saurait la remplir. C'est aux associations, aux syndicats qu'elle doit revenir. Ceux-ci jouissent aujourd'hui d'assez de liberté, ont en mains des armes suffisantes pour pouvoir entreprendre contre la fraude une lutte efficace. Il leur appartient d'organiser et de coordonner le défense viticole.

CHAPITRE II

Le Régime légal des Syndicats et des Unions de syndicats. Les Syndicats viticoles

I. — *Le droit d'intervention*

Les syndicats viticoles se sont constitués et développés sous l'empire de la loi du 21 mars 1884. Ils furent en effet admis au bénéfice de cette loi, à la suite d'un amendement et par la simple addition du mot « agricole » dans l'article 3 de la loi ainsi conçu :

« Les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et *agricoles*. »

Par « l'étude » dont parle cet article, il faut entendre l'ensemble des voies et moyens que les syndicats emploieront pour développer et améliorer la production, favoriser la vente, instruire et former

les viticulteurs, assurer leur bien-être et leur assistance, etc.

La « défense » comprendra la revendication des droits légitimes et généraux de la profession, la recherche des fraudes, les interventions auprès des pouvoirs publics et des administrations pour obtenir les réformes nécessaires.

Le syndicat viticole jouit, comme tous les syndicats, de la personnalité civile. Il devient, pour nous servir des expressions de Waldeck-Rousseau dans sa circulaire ministérielle du 25 août 1884, « une personne juridique d'une durée indéfinie, distincte de la personnalité de ses membres, capable d'acquérir et de posséder des biens propres, d'emprunter, d'ester en justice, etc. Tandis qu'une association ou une société ne jouissant pas de la personnalité morale doit faire figurer en nom et individuellement tous ses membres dans les instances engagées dans l'intérêt de la société, on dans les actes qui la concernent, le syndicat, personne morale, est valablement représenté par son président ou directeur, soit dans les conventions, soit en justice, malgré la règle que « nul ne plaide par procureur ».

Mais si le syndicat viticole jouit de la personnalité civile il ne possède que la « petite personnalité civile », c'est-à-dire que tous les avantages appartenant en principe à une personne morale, ne lui sont pas accordés ; s'il peut employer librement les sommes

provenant des cotisations, il ne peut en revanche acquérir d'autres immeubles que ceux nécessaires aux réunions, aux bibliothèques et à des cours d'instruction professionnelle (art. 6).

Depuis 1901, le syndicat peut en outre invoquer le bénéfice de la loi du 1^{er} juillet 1901.

Cette loi distingue trois espèces d'associations :

1^o Les associations non déclarées ;

2^o Les associations déclarées ;

3^o Les associations reconnues d'utilité publique.

Dans son article 21 § 2, elle décide qu' « il n'est en rien dérogé pour l'avenir aux lois spéciales relatives aux syndicats professionnels ».

Une double question se pose :

Faut-il dire que la loi de 1884, loi spéciale, s'applique seule aux syndicats et que ces derniers ne peuvent en aucun cas se placer sous l'empire de la loi de 1901 ?

Faut-il au contraire leur accorder le bénéfice des deux lois et dans ce cas quelle est celle que le syndicat aura le plus d'intérêt à choisir ?

La loi de 1901, permet d'une façon générale, « les associations de personnes » quelles qu'elles soient. Les syndicats doivent pouvoir, à notre avis, l'invoquer. En disposant qu'elle ne déroge en rien à la loi de 1884, la loi de 1901 entend simplement que les associations professionnelles peuvent comme par le passé, invoquer la loi de 1884. (Voir note de M. Wahl,

Cour d'appel de Douai, arrêt du 11 nov. 1901. — Sirey, 1901. 2. 291.)

« Il reste aux syndicats le droit, mais ils n'ont plus l'obligation de se mettre sous l'application de la loi de 1884. Il serait singulier que les syndicats qui, si la loi de 1884 n'existait pas, pourraient incontestablement se placer sous la protection de la loi de 1901, en fussent empêchés par ce seul fait que les syndicats ont été favorisés les premiers, et que la liberté des syndicats a précédé la liberté des autres associations. »

Cette solution conforme aux idées de M. Wahl a été admise par le tribunal de la Seine dans un jugement du 8 juillet 1903.

Mais la Cour de cassation argumentant de l'article 21 § 2 de la loi de 1901 précité avait auparavant refusé aux syndicats le bénéfice de la loi de 1901 (arrêt 28 février 1902. Sirey, 1903. 1. 445).

Une semblable interprétation ne sera sans doute pas maintenue.

Elle eût été inquiétante si la loi de 1884 avait été moins favorable aux syndicats que celle de 1901. Mais c'est tout le contraire.

« On pourra peut-être faire observer écrivent MM. Trouillot et Chaptal (*Commentaire* loi 1901, p. 401), que depuis la promulgation de la loi de 1901, les syndicats ont perdu de leur intérêt. Mais il importe de remarquer que, si les syndicats sont

limités quant aux personnes capables de les fonder et aux objets qu'il leur est permis de poursuivre, leur condition légale est supérieure à celle des associations déclarées régies par la loi de 1901, et que leur capacité juridique se rapproche sensiblement de celle des associations reconnues d'utilité publique. Il s'ensuit que lorsque des personnes exerçant des professions similaires ou connexes, voudront s'associer pour l'étude ou la défense de leurs intérêts professionnels, il leur sera préférable de prendre la forme du syndicat plutôt que celle d'une association déclarée. »

Ajoutons que la situation des syndicats est même sur bien des points meilleure que celle des associations reconnues d'utilité publique. Les syndicats peuvent employer librement le produit de leurs cotisations. Ils ne sont pas tenus de les placer obligatoirement en titres nominatifs. Ils peuvent recevoir des dons et legs sans autorisation. Un projet de loi est enfin déposé qui tend à accroître encore leur capacité.

II. — *Le droit d'intervention des syndicats.* — La loi du 29 juin 1907 vient d'ailleurs de consacrer leur droit de poursuivre en justice la répression des fraudes. Sous l'empire de la loi de 1884, les syndicats avaient incontestablement le droit d'ester en justice. L'article 6 était formel. Mais si l'on était d'accord sur le principe, on était loin de s'entendre sur les limites

de la faculté ainsi concédée aux syndicats. Il appartenait aux tribunaux d'interpréter la disposition vague et laconique de la loi : « Les syndicats auront le droit d'ester en justice. »

Quelles actions exercera donc le syndicat en vertu de ce texte, écrit M. Planiol ? (D. P. 95. 2. 553) : Incontestablement toutes celles naissant au profit du syndicat comme formant une personne distincte de celle de ses membres, qu'il s'agisse de défendre sa légalité, la régularité de sa création, son existence, son patrimoine, ses intérêts pécuniaires.

« La raison décisive, c'est que l'action étant née au profit d'un patrimoine collectif, personne n'aurait qualité pour l'exercer en dehors des représentants légaux de la collectivité. »

Mais fallait-il aller plus loin et décider qu'un syndicat aurait qualité pour agir dans l'intérêt collectif de ses membres ou même d'une partie seulement de ses membres, c'est-à-dire d'exercer sous une forme condensée et beaucoup plus redoutable pour l'adversaire les actions nées au profit de chacun des membres et faisant ainsi partie de patrimoines individuels, non du patrimoine syndical ?

M. Planiol refusait ce droit aux syndicats ; il invoquait l'intention du législateur et les travaux préparatoires. L'admettre, ajoutait-il (1), c'est accepter

1. Note sous D. P. 98. 2. 130.

« une invention juridique des plus hardies et de la plus haute importance » tant à cause de l'extension que prennent les syndicats et les associations de tout genre que de l'influence qu'ils exercent déjà et exerceront de plus en plus !

Cette opinion avait pour elle la haute autorité de Waldeck-Rousseau, auteur de la loi. Le syndicat, disait ce dernier (1), envisagé comme personne morale, n'est point la somme et pour ainsi dire le résultat des intérêts privés de chacun de ses membres : il en demeure parfaitement distinct et les droits qu'il représente, les intérêts qu'il personnifie sont précisément ceux qui n'étant dans le patrimoine d'aucun des sociétaires ne peuvent être exercés par aucun d'eux. Cette doctrine fut admise le 27 janvier 1887 par la Cour d'Aix. (*Revue des Sociétés*, 1887, p. 254.) (2).

La jurisprudence ne se rangea pas toutefois à cet avis et en général elle déclara l'action des syndicats recevable toutes les fois qu'elle était justifiée par un « intérêt collectif » (3) ou tendait à faire respecter les « intérêts généraux » de la profession.

1. *Recueil périod. de Procéd. civ.*, Rousseau et Laisney, 1887.

2. Voir également dans le sens du refus de l'action pour la protection des droits individuels de certains membres des syndicats. Dijon, 23 juillet 1890. S. 1896, 1. 329. — Trib. de comm. du Havre, 17 janvier 1899. (S. 1900. 2. 98.)

3. MM. Jay et Wahl ont fait avec juste raison, remarquer

Il y avait, en effet, un avantage pratique incontestable, à laisser, dans ces hypothèses, agir le syndicat. Une action unique entraînait la simplification de la procédure et une économie de frais.

« Pourquoi, dit M. Hubert Valleroux (*Revue des Sociétés*, 1887, p. 255) vouloir cent actions tendant au même but lorsqu'on peut n'en avoir qu'une seule ? Le but de l'association n'est-il pas d'économiser les forces individuelles et ne peut-on avoir une action collective là où il y a préjudice commun ?

« Nous tenons pour certain, écrit à son tour, M. Wahl (Sirey, 1896, l. 329), que les syndicats peuvent agir en justice pour les intérêts professionnels de leurs membres en général. Cette solution est d'abord seule conforme à l'esprit de l'institution... Si la loi a voulu que dans les conventions, les membres d'une même profession puissent unir leurs forces, les mêmes raisons commandent de leur permettre d'unir leurs forces dans les actions judiciaires. »

Admettre l'action du syndicat, ce n'était d'ailleurs pas violer la règle : « Nul ne plaide par procureur. » Le syndicat plaidait en effet lui-même, en son nom propre, pour l'intérêt professionnel qu'il représentait et qu'il avait mission de défendre aussi bien en

que la notion « d'intérêt collectif » manquait de précision et qu'il vaudrait mieux parler d' « intérêt professionnel ».

justice que dans les actes de la vie juridique. C'était en quelque sorte un mandataire légal.

Ce n'était pas davantage contrevenir à la règle : « Pas d'intérêt, pas d'action », parce que cet intérêt existait c'était l'intérêt professionnel matériel ou moral que le syndicat se proposait précisément de défendre et qui suffisait pour lui donner une action.

En fait, et notamment en ce qui concerne les syndicats viticoles, cette interprétation extensive de la loi avait prévalu.

L'action du syndicat était déclarée recevable toutes les fois qu'elle avait pour objet la défense des intérêts généraux de la viticulture. C'est ainsi que la Cour de Bordeaux (arrêt du 4 juin 1897. D. 1898. 2. 129) reconnut aux syndicats la faculté de se proposer spécialement comme objet la répression des faits délictueux. (Affaire de l'Association syndicale des viticulteurs propriétaires de la Gironde.)

Un syndicat de marchands de vins de Champagne a pu de même agir contre un fabricant de vins de Saurmur qui qualifiait de « champagne » les produits de sa fabrication. (C. de cass., 26 juillet 1889. D. 1890. 1. 239.)

Le Syndicat des marchands en gros de Meurthe-et-Moselle a poursuivi, à son tour, la réparation du préjudice matériel causé à la collectivité de ses membres par des actes de concurrence déloyale et défendu le bon renom des négociants syndiqués

compromis par des procédés de réclame blâmables et illicites. (D. P. 1903. 2. 30.)

En 1905 (arrêt du 21 juillet), la Cour de Montpellier, confirmant deux jugements du tribunal de Narbonne (1) du 19 mai, proclamait la recevabilité de

1. Voir *Gaz. des Trib.*, 2 juillet 1905. — Trib. correct. de Narbonne, 19 mai 1905. En ce qui concerne l'intervention des syndicats professionnels : ...Attendu que l'intérêt collectif des membres des syndicats est évident, puisqu'ils sont composés de viticulteurs et qu'ils ont pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques de régions viticoles ; que ces intérêts économiques sont certainement lésés, toutes les fois qu'un acte de concurrence déloyale vient causer un préjudice à la viticulture en général.

Attendu, dès lors, que les syndicats qui agissent au nom de cet intérêt collectif ont le droit de chercher à mettre obstacle à des actes non seulement répréhensibles, mais encore préjudiciables auxdits syndicats ; que par voie de conséquence, ces associations professionnelles ont qualité pour demander la réparation du préjudice qui est causé à l'ensemble de leurs membres adhérents ; que d'ailleurs l'intervention d'une partie civile, en matière correctionnelle, n'est limitée par aucun texte et qu'il importe même peu pour la régularité de l'intervention que l'action publique soit mise en mouvement par le ministère public ou par telle ou telle administration puisque dans les deux cas, il s'agit d'une infraction à réprimer et qu'on ne comprendrait pas qu'il fût nécessaire d'exercer une action distincte, soit en citation directe devant la juridiction correctionnelle, soit en action principale devant la juridiction civile ;

Attendu que le préjudice causé par les agissements des prévenus a occasionné aux viticulteurs une perte considérable par suite de l'avalissement du prix du vin naturel, à suite de la

l'action syndicale dans les affaires de fraudes. Depuis, de nombreux arrêts ont été rendus dans le même sens.

La Cour de cassation, appelée à se prononcer, a formellement reconnu aux syndicats le droit de poursuivre les fraudeurs en justice. (Aff. Dayon, arrêt du 1^{er} mars 1906.)

Cette interprétation libérale de la loi était loin toutefois d'être unanimement admise.

La Chambre des appels correctionnels de Paris, dans un arrêt du 11 janvier 1907, s'est notamment refusée à suivre la Cour de cassation (2).

Le tribunal correctionnel de la Seine, par jugements de la 8^e Chambre des 11 et 30 avril 1906, avait accueilli l'intervention du Syndicat de la Viticulture française dans des poursuites pour fraudes sur les vins. Il avait ordonné qu'avant faire droit, le syn-

concurrence déloyale qui lui est faite par des produits sophistiqués vendus frauduleusement sur la dénomination de vin ;

Attendu que le tribunal possède les éléments suffisants pour fixer le montant des dommages-intérêts à allouer.

P. C. M.

... Statuant sur l'action civile.

Admet les syndicats professionnels agricoles de Coursan, Lézignan, Narbonne, Sigean, parties intervenantes au procès ;

Condamne conjointement et solidairement R... et S... à payer, à titre de dommages-intérêts, la somme de 25 francs envers chaque syndicat demandeur.

Ordonne l'insertion du jugement dans cinq journaux.

2. Voir *Gaz. des Trib.*, 13 janv. 1907.

dicat dresserait et produirait l'état du préjudice qu'il prétendait avoir été causé à ses membres par les fraudes poursuivies. Le Syndicat de la Viticulture avait vu surtout dans cette exigence du tribunal un moyen de le débouter de sa demande.

Sur l'appel qu'il a interjeté, la Cour est allée plus loin, puisqu'elle a refusé au syndicat le droit même d'intervention.

Cet arrêt, fortement motivé, statue en ces termes :

« Considérant que, dans l'état actuel de notre législation, ces groupements (les Syndicats viticoles) ne jouissent pas d'une situation juridique privilégiée et qu'ils doivent, dans la défense de leurs intérêts, se conformer au droit commun ;

« Considérant qu'aucune exception n'a été apportée en leur faveur aux règles qui restreignent l'exercice de l'action publique et de l'action civile ;

« Considérant, dès lors, que de même qu'un préjudice personnellement souffert est nécessaire pour permettre à un particulier de se constituer partie civile, ce droit n'appartient à un syndicat que dans les poursuites relatives aux infractions pénales qui, au moment où elles se commettaient, ont causé directement une lésion aux intérêts collectifs qu'il représente ;

« Considérant, d'autre part, qu'il résulte de l'article 6 de la loi du 21 mars 1884 que les unions de syndicats ne possèdent pas la personnalité civile et qu'elles ne sont pas admises à ester en justice ;

« Considérant qu'à plus forte raison, un syndicat ne peut

pas agir devant les tribunaux comme représentant des intérêts individuels ou collectifs qui, bien qu'identiques aux siens, ne sont pas compris dans cette association ;

« Considérant qu'un syndicat ou une association quelconque ne saurait, en se donnant pour but la répression d'une certaine catégorie de délits, s'attribuer le droit de poursuivre les auteurs de ces infractions ; que, si l'on admettait une pareille faculté, il serait facile de dépasser les limites, dans lesquelles le Code d'instruction criminelle a enfermé l'exercice de l'action publique et de l'action civile pour éviter aux citoyens le danger de poursuites vexatoires ; que le but d'une association définit son champ d'activité, mais ne lui confère pas des droits ne résultant pas des intérêts mêmes dont la réunion constitue ce groupement.

« Considérant qu'un syndicat de viticulteurs spécialement créé pour la recherche et la répression des fraudes commises dans le commerce des vins n'a donc pas, par le seul fait de son titre, le droit d'intervenir dans toutes les poursuites relatives à la mise en vente de vin falsifié, pas plus qu'une société fondée pour la répression du braconnage, dans tous les procès pour délits de chasse ou une association instituée pour la protection de la moralité publique, dans les affaires de colportage, d'écrits ou d'images obscènes ;

« Considérant qu'un semblable droit ne saurait être accordé à ces associations que par une loi qui devrait prendre en même temps les mesures nécessaires *pour en régler l'usage et en empêcher l'abus* ;

« Considérant que le Syndicat National de défense de la Viticulture française ne réunit pas l'ensemble ou la plus grande

partie des viticulteurs d'une région déterminée et qu'il ne se plaint pas d'une dépréciation causée par une fausse indication de provenance ou par une autre fraude aux produits de cette région ;

« Considérant que le délit reproché au prévenu consiste dans la mise en vente à Paris de quelques litres de vin dont la provenance n'est pas indiquée et qui était falsifié par l'addition d'une certaine quantité d'eau ;

« Considérant que, sans doute, l'opération du mouillage des vins est contraire aux intérêts généraux de la viticulture française ;

« Mais considérant que, malgré son titre, le syndicat qui se présente dans la cause comme partie civile, ne compte pas parmi ses membres tous les viticulteurs français et qu'il n'en comprend qu'un nombre relativement restreint ;

« Considérant que, dans ces conditions, il n'est nullement démontré que l'infraction dont il s'agit ait causé, soit en amenant une baisse sur le prix de vente des vins, soit en détournant les consommateurs de ce produit, soit pour tout autre motif, un préjudice quelconque aux intérêts représentés par ce syndicat ;

« Considérant que, si l'on accueillait son intervention comme partie civile, il n'existerait aucune raison de refuser dans l'affaire actuelle le même droit aux nombreux syndicats de viticulteurs répartis sur l'ensemble du territoire français et que ce droit devrait être aussi reconnu aux syndicats de marchands de vin dans toutes les poursuites relatives aux fraudes commises par les viticulteurs, que l'on arriverait ainsi à infliger à un

prévenu pour un seul délit, sous la forme de dommages-intérêts des peines multiples, arbitraires et qui seraient hors de proportion avec la gravité de l'infraction commise ;

« Considérant que c'est à tort que les premiers juges ont ordonné avant de faire droit, que le syndicat dressera et produira l'état du préjudice qui a été causé à la collectivité de ses membres ;

« Considérant que cette mesure retarderait inutilement la solution du litige et que la partie civile a reconnu qu'elle se trouvait dans l'impossibilité d'établir cet état ;

« Considérant, en résumé, que la partie civile ne prouve pas et n'offre pas de prouver l'existence du dommage dont elle poursuit la réparation ; qu'elle doit donc être déboutée de sa demande ;

Par ces motifs :

« Confirme, en ce qui concerne la peine prononcée contre le prévenu, le jugement dont est appel ;

« Dit que ce jugement a ordonné à tort que le Syndicat National de défense de la Viticulture française dressera et produira l'état du préjudice qui a été causé à la collectivité de ses membres ; et, le réformant sur ce point, déclare le syndicat mal fondé dans ses demandes, fins et conclusions ; l'en déboute et dit que les frais motivés par son intervention resteront à sa charge. »

Cet arrêt provoqua une vive émotion dans le monde viticole. La question était d'une importance capitale pour l'avenir du mouvement syndical.

Plus de cent procès se trouvaient en ce moment en suspens. Il fallait sinon augmenter le droit des syndicats, du moins le préciser.

C'est ce qu'a fait la loi du 29 juin 1907.

Aux termes de l'article 9, « tous syndicats formés conformément à la loi du 21 mars 1884 pour la défense des intérêts généraux de l'agriculture ou de la viticulture, ou du commerce et trafic des vins, pourront exercer sur tout le territoire de la France et des colonies les droits reconnus à la partie civile par les articles 182, 63, 64, 66, 67 et 68 du Code d'instruction criminelle, relativement aux faits de fraudes et falsifications des vins, prévus par les lois des 14 août 1889, 11 juillet 1891, 24 juillet 1894, 6 avril 1897, 1^{er} août 1905, 6 août 1905 et par la présente loi, ou recourir, s'ils le préfèrent à l'action ordinaire devant le tribunal civil, en vertu des articles 1382 et suivants du Code civil. »

Il a été déclaré en outre que cette loi n'avait qu'un caractère interprétatif, qu'elle aurait par suite un effet rétroactif.

Si l'article nouveau n'était pas expliqué, disait M. Gourju au Sénat (séance du 28 juin, p. 820), on ne manquerait pas d'opposer à ceux qui ont des actions pendantes devant les tribunaux l'irrecevabilité de ces actions sous le prétexte que le législateur a reconnu la nécessité d'introduire dans la loi nou-

velle, pour leur assurer l'accès des tribunaux, une disposition qui n'existait pas encore.

Au contraire, s'il est formellement expliqué qu'il s'agit ici d'une loi interprétative, comme l'effet rétroactif est accordé par les principes généraux du droit aux lois qui ont le caractère d'interprétation des lois antérieures, ces actions seront déclarées recevables par les tribunaux.

Et M. le Président de la commission de répondre que les hésitations de la jurisprudence avaient fait prendre l'initiative de cette proposition qui avait un caractère, non pas de disposition législative propre, mais d'interprétation et ne pouvait, dans ces conditions, gêner les actions pendantes.

Observons toutefois que les unions de syndicats restent privées du droit d'ester en justice. L'article 5 de la loi de 1907 leur refuse en effet ce droit. M. Léonce de Castelnau (Ch. des députés, 22 juin, p. 1504) demanda qu'il leur fût accordé.

Le rapporteur de la loi s'y opposa, en ces termes :

« Nous avons estimé qu'à l'occasion d'une loi spéciale et partielle comme celle-ci, vouloir apporter à une grande loi qui sera bientôt d'ailleurs révisée par la Chambre, une modification aussi capitale, c'était faire une mauvaise besogne.

J'ajoute que l'intervention de l'union des syndicats ne peut avoir qu'une importance très minime ;

dans les localités où l'on peut faire la fraude, où les syndicats viticoles peuvent intervenir utilement, ils pourront, mieux qu'une union régionale ou parisienne, apprécier la façon dont on peut engager la procédure et les intérêts qu'il faut défendre. C'est pour toutes ces raisons que nous avons limité les dispositions de notre article à la fraude des vins et à l'intervention des syndicats, en excluant les unions. »

Le rapporteur oubliait toutefois que le syndicat local, s'il est, à la vérité, bien placé pour découvrir la fraude, n'aura pas toujours les ressources suffisantes pour la poursuivre, qu'il ne représentera, en tous cas, que l'infime minorité des viticulteurs lésés et risquera par suite d'obtenir un chiffre insignifiant de dommages-intérêts.

Il n'est pas douteux cependant que cette disposition législative, en mettant fin aux incertitudes et aux hésitations de la jurisprudence, va donner une nouvelle force à l'action syndicale et lui permettre désormais d'engager contre la fraude une lutte à armes moins inégales. Ses premiers résultats nous font déjà d'ailleurs heureusement augurer de l'avenir.

CHAPITRE III

Les Premières interventions des Syndicats

Peu de syndicats viticoles s'étaient jusqu'ici donné pour mission précise et spéciale de combattre la fraude.

Les premiers en date eurent surtout pour but de faciliter la reconstitution des vignobles détruits par le phylloxera. Ils inscrivirent dans leurs statuts les défoncements profonds, les achats collectifs de plants américains, la création d'écoles de greffage, de pépinières syndicales, etc.

L'œuvre de reconstitution terminée, ils se donnèrent pour objet l'amélioration de la culture de la vigne, sa défense contre les maladies parasitaires. Ils instituèrent des conférences agricoles, des champs d'expérience, des concours, etc.

Ils organisèrent en outre l'achat en commun des produits : engrais, soufres, tourteaux, sulfate de cuivre, machines, etc.

Quelques coopératives se fondèrent même en vue de la vente, créèrent des expositions collectives d'échantillons, des marchés aux vins.

Mais le développement de la fraude allait donner aux syndicats une nouvelle et lourde tâche. Il fallait désormais et avant tout protéger les produits de la vigne. La plupart des groupements l'ont déjà compris ; tous ceux qui se forment actuellement ont pour but principal : la défense du vin naturel.

En Champagne et dans le Bordelais, les syndicats cherchent à assurer la protection des noms d'origine.

Dans les départements du Midi, dans l'Yonne, le Jura, ils s'attachent à poursuivre surtout les fraudes par le mouillage et les acquits fictifs. Mais c'est surtout dans le Beaujolais que l'organisation syndicale s'est particulièrement développée et est devenue vraiment menaçante pour les fraudeurs.

I. — *Les Syndicats du Beaujolais*

Les syndicats du Beaujolais sont dus pour la plupart à l'initiative de M. Emile Duport dont l'activité admirable s'est manifestée dans toute la région lyonnaise (1). Ce fut un des premiers artisans de la

1. M. Duport était à la tête de l'Union du Sud-Est, qui, grâce à lui, compte actuellement 366 syndicats et plus de

reconstitution viticole et aussi un de ceux qui surent vite comprendre toute l'utilité que les viticulteurs pouvaient retirer des syndicats. C'est lui qui fonda, dès le 23 décembre 1887, le *Syndicat agricole de Belleville-sur-Saône*. Il en a été le président jusqu'à sa mort (1906) (1). Ce syndicat cantonal est le plus important de France ; il groupe, en effet, plus de 3.000 membres ; son administration et son organisation sont des plus remarquables. Il a su mériter par l'ensemble de ses services et de ses institutions annexes, le qualificatif de Syndicat modèle qui lui a été donné à la Chambre des députés. « Le sol c'est la patrie », telle est sa devise.

Quelques jours après (7 janvier 1888), était créé tout à côté le *Syndicat agricole et viticole du Haut-Beaujolais* dont le siège est à Beaujeu. Il a 920 membres.

Le *Syndicat agricole des cantons de Villefranche et Anse* était formé le 14 avril 1888. Son siège est à Villefranche-sur-Saône. Il groupe 2.750 membres et est présidé par M. Joseph Châtillon à Limas.

Le *Syndicat agricole et viticole du Bois d'Oingt*,

100.000 syndiqués. Il était vice-président de la Société des Agriculteurs de France, vice-président de la Société des Viticulteurs, membre de la Commission Internationale permanente de Viticulture, etc.

1. A. M. Duport a succédé M. Henri Beauregard propriétaire à Charentay.

compte encore parmi les plus importants. Il s'étend sur les cantons du Bois d'Oingt et de l'Arbresle — et réunit 3.140 membres (1).

Ce sont les trois syndicats du Haut-Beaujolais, de Belleville, de Villefranche-sur-Saône qui, en janvier 1905, obtenaient devant le tribunal de Villefranche la condamnation de fraudeurs qui, pour masquer les excédents de leur fabrication, n'avaient pas hésité à faire usage d'acquits fictifs à l'insu des propriétaires (2).

En appel, il est vrai, et aussi en Cassation, leur action était repoussée comme tardive, mais cette intervention en justice eut le double résultat de donner l'éveil à la fraude, qui se sait aujourd'hui surveillée, et de susciter la création d'un grand nombre de nouveaux syndicats de défense.

Ces syndicats se sont surtout organisés à la suite du Congrès de Mâcon, tenu, le 4 novembre 1906, à l'instigation de la *Fédération des Syndicats de défense viticole du Mâconnais*, qui groupa près de 1500 viticulteurs délégués par les syndicats de la Bourgogne et du Beaujolais et préconisa la création d'un syndicat de défense par commune.

1. Voir Silvestre, *Annuaire de l'Agriculture et des Associations agricoles*, 1907.

2. Affaire connue sous le nom d'affaire « des acquits fictifs ». *Pandectes françaises*. Recueil mensuel, 1^{er} cahier, 1907, p. 24.

II. — *Syndicats du Midi*

Le mouvement syndical est loin d'être aussi avancé dans le Midi bien que dans les départements du Gard, de l'Hérault, des Pyrénées-Orientales et de l'Aude, un grand nombre de syndicats locaux aient déjà été créés ; un second pas a même été fait par la constitution de fédérations d'arrondissement ou de département.

C'est ainsi que l'*Union des syndicats viticoles du Gard* est née le 20 novembre 1905.

Dans l'arrondissement de Narbonne (Aude), s'est fondé en janvier 1905, la *Fédération des Syndicats professionnels agricoles de l'arrondissement* (M. le Dr Marty de Fleury d'Aude, président). Elle groupe trente syndicats. Sa devise est très nette : « Sus à la fraude. » Dès le 5 mars 1905, par délibération de son conseil d'administration, elle décidait d'intervenir comme partie civile, dans toutes les poursuites pour fraudes exercées par le parquet ou par la régie.

Plaidant sous le couvert et au nom des syndicats qu'elle groupe, comme nous l'avons déjà indiqué, elle a déjà obtenu de nombreuses condamnations contre les fraudeurs (dommages et insertions), pour mouillage, sucrage, acquits fictifs et excédents aux charges (1).

1. Voir *Bulletin de la Société Départementale démocratique*

Dans l'arrondissement de Carcassonne un *Comité départemental de défense viticole de l'Aude* a été fondé par M. Jalabert, propriétaire à Trèbes.

Un second *Syndicat de défense viticole* s'est constitué le 2 décembre 1905, à la mairie de Carcassonne, sous la présidence de M. Sauzède, député, maire de Carcassonne.

L'Hérault possède une très vieille *Société Centrale d'Agriculture*, puisqu'elle remonte au 19 vendémiaire an VII (11 octobre 1798).

A côté d'elle se sont fondés le *Syndicat agricole de Montpellier et du Bas-Languedoc* (1886. M. Leenhardt Pommier, président) et la *Société départementale d'Encouragement à l'Agriculture de l'Hérault* (4 avril 1894) comprenant 2.400 membres, présidée par M. Nègre, sénateur, affiliée au Syndicat National de Défense Viticole, et subdivisée en *sections de Lodève et de Béziers*.

Les Pyrénées-Orientales ont suivi ce mouvement. C'est à Perpignan qu'était tenu, le 6 décembre 1906, le Congrès des Associations agricoles du Sud-Est qui a groupé plus de 320 associations, sociétés et syndicats agricoles.

Signalons parmi les groupements importants du département, le *Syndicat professionnel agricole des Pyrénées-Orientales* (créé le 22 août 1886) et qui ne comprend pas moins de 4.200 membres.

d'Encouragement à l'Agriculture de l'Aude, avril 1906, p. 95.
Rapport de M. Pech de La Clauze.

Il a constitué une Commission des fraudes, qui va entretenir, avec le Syndicat national de défense et, à frais communs, un agent chargé de surveiller les fraudes dans le département.

Dans ces quatre départements d'ailleurs que la crise frappe plus particulièrement et qui, dans une série de meetings ont dit leur détresse, et lancé un cri de guerre à la fraude, il n'est pas aujourd'hui de commune viticole qui n'ait constitué un *Comité de défense*. Mais il faut reconnaître que ces comités ne se sont presque jamais placés sous l'empire de la loi de 1884. Ils n'ont eu, à leur création, qu'une mission : représenter les diverses communes dans les meetings. Depuis, ils se sont ralliés au Comité d'Arge-liers (Aude) et se sont bornés à préconiser, avec lui, la démission des municipalités et la grève de l'impôt. Le jour prochain où ils sortiront de la situation illégale dans laquelle ils se sont placés, lorsque le calme sera revenu au « pays des Gueux », il importera que chaque comité régularise sa situation juridique, se transforme en syndicat et mette ainsi à profit le magnifique mouvement de solidarité qui a dressé contre la fraude et la misère une province entière.

III. — *Syndicat de la Champagne et de la Gironde*

En Champagne et dans la Gironde, la crise viticole, avons-nous dit, a un caractère particulier. Ces

provinces sont dans une situation spéciale : leurs vins sont des produits de luxe dont l'écoulement serait facile, si la concurrence en France ou à l'étranger n'usurpait pas leurs marques d'origine.

C'est donc en vue de combattre cette fraude spéciale (tromperie sur l'origine de la marchandise) que se sont constitués les syndicats.

Champagne. — *Le Syndicat du Commerce des vins de Champagne du département de la Marne* (créé le 4 novembre 1882), a fait reconnaître devant toutes les juridictions que le mot « Champagne » désignait uniquement le lieu d'origine du produit naturel des vignes de Champagne et non un procédé de fabrication ayant pour but de rendre mousseux un vin de provenance quelconque.

C'est ce qu'ont enregistré une série d'arrêts de Cours d'appel, réprimant les tentatives de fabricants non Champenois qui avaient voulu faire de l'expression « Champagne » un nom générique et l'employer à donner à des vins inférieurs un relief trompeur, et un arrêt de la Cour de cassation du 9 avril 1894 qui a exigé du produit portant le nom de « Champagne » qu'il fût à la fois *récolté* et *fabriqué* en Champagne.

L'activité du syndicat est même allée dépister la fraude à l'étranger (1 et 2). En mars 1896, une fabri-

1. Voir Lheureux, thèse, Paris, 1905, *Les Syndicats dans la Viticulture Champenoise*.

2. Sur un commerce de 28.710.799 bouteilles en 1904-

que de vins mousseux était créée à Odessa sous le titre de Société Vinicole de la Russie Méridionale Henri Rœderer. C'était une contrefaçon dont pouvait à juste titre se plaindre la maison Louis Rœderer de Reims.

Il semblait difficile de faire cesser cette concurrence, la Russie n'ayant pas en effet adhéré à la convention de 1891.

Le syndicat fit appel aux pouvoirs publics. Le ministre des Affaires étrangères demanda à notre ambassadeur d'intervenir; ses démarches furent couronnées de succès.

A côté des syndicats de commerçants, beaucoup de viticulteurs ont, à leur tour décidé de créer des syndicats de défense.

Citons notamment celui de *Verzenay* qui a pris l'initiative de la création d'une *Fédération des syndicats de la Champagne*. Cette fédération a son siège à Ay.

Elle a notamment demandé que les négociants champenois soient obligés de tenir deux comptes et d'avoir deux locaux séparés par la voie publique, lorsqu'ils ont dans leurs caves en même temps que des vins de Champagne des vins d'autre provenance.

Elle a en outre réclamé que fussent exigés des ac-

1905 ; 19. 845.852 bouteilles ont été expédiées à l'étranger. On voit combien il est intéressant de poursuivre la fraude sur les marchés étrangers.

quits d'origine et des timbres de garantie d'origine.

Gironde. — Dans la Gironde, on a aussi demandé aux producteurs de s'organiser en syndicats de défense : ces sociétés, éclaireront, écrit M. Capus le consommateur sur la valeur des marques, sur les garanties à exiger, sur la manière de les obtenir ; elles contrôleront les expositions, les mises en vente ; elles se porteront parties civiles dans les procès.

Le Congrès de Cambes a même émis le vœu que le gouvernement fasse étudier des statuts de syndicats pour la défense des vins et la répression de la fraude.

Ce fut à la suite de l'échec d'une action en justice à raison de la mauvaise rédaction des statuts. Il importe en effet que les syndicats indiquent, de façon précise, qu'ils se constituent en vue de la défense d'une marque.

L'Association syndicale des propriétaires viticulteurs de la Gironde a déjà obtenu de nombreuses condamnations. Elle a pu notamment faire emprisonner pour escroquerie un négociant qui sous le nom de « Grapin de Saint-Germain », membre de la Société des agriculteurs de France », « propriétaire du château de Montblaru » écoulait comme Médoc des vins du Midi.

Le Syndicat viticole et agricole de Saint-Emilion, le Syndicat viticole de Pomerols ont également pris l'initiative des poursuites contre un négociant de

Bordeaux qui, n'étant propriétaire ni à Saint-Emilion, ni à Pomerols, avait déposé au greffe des tribunaux de commerce de Bordeaux et de Libourne une marque ainsi libellée : « Christian de Pomerols, Saint-Emilion, Gironde. »

IV. — *Le Syndicat national de défense de la Viticulture française. — L'Union nationale des associations viticoles de France.*

Au-dessus des syndicats locaux et régionaux, s'est constitué en 1902 à Paris, le *Syndicat national de défense de la viticulture française* (1). Il s'est donné pour objet de grouper autour de lui les membres des diverses associations viticoles et de prendre la direction de la répression des fraudes.

Les critiques n'avaient pas été épargnées au projet du Syndicat national.

Une pareille création, disait-on, en premier lieu est prématurée ; l'organisation régionale n'est pas assez avancée. Le Syndicat national doit être en quelque sorte le couronnement de l'édifice ; comment songer à le créer, alors que les assises mêmes, sont loin d'être complètement posées ?

Cette objection, ont répondu les défenseurs du

1. Son siège est aujourd'hui 28, rue Godot-de-Mauroy. Le bureau du syndicat est ainsi formé : M. Jean Dupuy, sénateur ; ancien ministre de l'Agriculture, *président* ; M. Félix Liouville, *secrétaire général* ; M. Félix Bouffet, *secrétaire général adjoint*.

syndicat, est spécieuse et elle use d'une métaphore inexacte. L'organisation syndicale ne saurait en effet être comparée à un édifice. Vouloir attendre la formation des syndicats régionaux et locaux sur toute la surface du territoire, équivaldrait à en retarder indéfiniment la création. Il n'en faut pour preuve que l'existence même des syndicats régionaux. Ils n'ont pas attendu que les sociétés aient surgi sur tous les points du département ou de la région. Ils sont nés en groupant les sociétés qui existaient, et leur action a servi non seulement à coordonner les efforts de ces sociétés, mais encore à provoquer la naissance de sociétés nouvelles.

Une seconde objection était aussitôt faite. Les Unions de syndicats ne peuvent défendre leurs intérêts devant les tribunaux. Le Syndicat National, s'il veut pouvoir plaider, s'il entend poursuivre la fraude, devra donc refuser toutes les adhésions de sociétés et se contenter d'adhésions individuelles, les groupements pouvant tout au plus s'inscrire comme membres bienfaiteurs. Pourra-t-on dès lors parler de syndicat national, et est-ce vraiment l'ensemble de la viticulture française organisée qu'il représentera ?

L'objection était sérieuse. Les fondateurs du syndicat l'ont si bien compris qu'ils ont, dès 1906, fondé à côté du syndicat l'*Union Nationale des associations viticoles*.

Cette création n'a d'autre but que de grouper les

syndicats ou les sociétés pour venir ensuite donner son appui matériel et moral au syndicat jusqu'au jour où, autorisée à aller elle-même en justice, elle prendra la direction des poursuites.

Le Syndicat National a été accueilli à son début, avec quelque scepticisme, qu'expliquent les difficultés légales dont il a dû triompher, et aussi l'esprit particulièrement individualiste des populations viticoles.

En 1905, il comptait à peine 450 adhérents, et ses recettes étaient de 2.167 francs seulement ! Il groupe aujourd'hui 1.000 membres seulement ! Son encaisse s'est toutefois sérieusement élevée ; au 31 décembre 1906 elle était de 28.960 francs.

Malgré la modicité de ses ressources et le chiffre très faible de ses adhérents, le Syndicat National a déjà fait œuvre utile. Il a sollicité les groupements locaux de se tenir en rapport avec lui, de lui faire part de leurs soupçons, de lui signaler les fraudes. Il les a recherchées lui-même et la liste est déjà longue des affaires dans lesquelles il est intervenu comme partie civile, ou a cité lui-même directement devant les tribunaux répressifs.

Cette liste ne donne, d'ailleurs, comme le fait observer le bureau du syndicat lui-même, qu'une idée incomplète de son activité.

Il faut en effet tenir compte des surveillances exercées, des prélèvements et des analyses prati-

quées, des affaires étudiées et qui n'ont point abouti à des poursuites judiciaires.

Le Syndicat National est en outre intervenu, à diverses reprises, auprès des pouvoirs publics ; il a notamment veillé à l'application des condamnations et à l'exécution des peines.

Il se tient en rapports constants avec la Direction Générale des contributions indirectes et il a suivi toutes les questions qui se rattachent au détail de la répression des fraudes, à l'application de la loi de 1905 et des règlements d'administration publique édictés par cette loi. Il a déposé devant la Commission d'enquête parlementaire.

Il publie enfin un bulletin trimestriel qui tient ses membres au courant des grandes lignes de son activité.

Son ambition serait de faire encore mieux. Il voudrait avoir la possibilité pécuniaire d'exercer une surveillance permanente des centres de consommation, d'entretenir des brigades de recherches, de dépister en un mot la fraude non seulement sur tous les points du territoire, mais même à l'étranger. Il voudrait en outre défendre les intérêts généraux de la viticulture dans les publications quotidiennes, signaler les formes variées que prend la fraude, les dangers qu'elle fait courir à la santé publique, prémunir le consommateur contre les contrefaçons et les concurrences déloyales, et à certaines heures

même, déchaîner un mouvement d'opinion publique. Mais pour tout cela, il faudrait de grosses ressources. « L'argent est le nerf de la guerre ; or le Trésor de guerre est vide », disait non sans quelque amertume le distingué secrétaire général du syndicat.

L'Union Nationale des associations viticoles de France a été créée le 17 mars 1906 dans les conditions particulières que nous venons de rappeler. Elle s'est placée sous l'empire de la loi du 1^{er} juillet 1901 (1).

Elle a pour objet (art. 4) de créer entre toutes les associations viticoles de France un lien permanent qui leur permettra de se concerter à tout instant sur les moyens les plus propres à développer la prospérité commune des diverses régions viticoles et d'assurer par une action incessante la défense des intérêts généraux de la viticulture.

Elle exerceera, ajoute l'article 5, essentiellement son action en créant dans tout le vignoble français des associations viticoles se rattachant à elle et con-

1. Son bureau est ainsi composé : président : M. Jean Dupuy ; vice-présidents : MM. Prosper Gervais, Chandon de Briailles ; secrétaire général : M. Félix Liouville ; secrétaires généraux adjoints : M. Félix Bouffet... ; secrétaires : MM. Blanchemain, Joseph Lignères, Cros-Mayrevieille, Eugène Lignères ; trésorier : M. Gavoty ; trésorier-adjoint : M. Albran ; commissaires aux comptes : MM. Coubard, R. Salomon, J. Dujardin.

courant au même but, en instituant, en dehors du vignoble des correspondants chargés de seconder son œuvre, en assurant sur tous les points du territoire et à l'étranger la répression des fraudes de toute nature commises au détriment des vins et eaux-de-vie de vin, par altération de ces produits, fabrication clandestine, usurpation de marque ou de lieu d'origine, concurrence déloyale, etc.

Elle prendra, tant auprès des pouvoirs constitués que de l'opinion publique, la défense des intérêts viticoles.

Elle pourra aussi chercher à élargir les débouchés de la viticulture, notamment en centralisant tous les renseignements concernant la vente des vins et eaux-de-vie de vin à l'étranger.

Elle publie un bulletin périodique dont elle fait gratuitement le service à ses membres.

Son bureau, aux termes de l'article 8, décide la création de laboratoires d'analyse partout où il sera nécessaire ; prescrit les actions qui doivent être intentées en justice, se porte partie civile dans les poursuites dirigées par le ministère public ou agit par voie d'action directe devant les tribunaux répressifs, commerciaux, civils ou administratifs et fait tous actes généralement quelconques pouvant être nécessaires pour la réalisation de l'objet social.

Il peut déléguer à un ou plusieurs de ses membres tels de ses pouvoirs qu'il juge convenable pour l'exé-

cution de ses décisions et la réalisation de l'objet social.

La recherche et la répression des fraudes sont exercées soit par les associations unies, soit par l'Union elle-même. Dans ce dernier cas, le bureau peut déléguer un ou plusieurs de ses membres ou des membres du conseil de direction ou encore un des membres des associations unies à l'effet d'organiser, avec les pouvoirs les plus étendus, la poursuite des fraudes et leur répression devant les tribunaux compétents.

Dans l'esprit des fondateurs, l'Union était appelée à remplacer le syndicat. Mais il fallait attendre le vote du projet de loi donnant aux unions la faculté d'ester en justice. Ce vote n'a point encore été émis.

Il fallait, d'autre part, réunir un assez grand nombre d'adhésions. Or 94 associations seulement s'étaient groupées autour de l'Union, au 1^{er} janvier 1907. En y ajoutant les 30 sociétés qui subventionnent le syndicat et qui passeront volontiers du syndicat à l'Union, on atteint ainsi à peine le chiffre de 124 sociétés fédérées (1) chiffre tout à fait insuffisant si l'on veut bien se rappeler que plus de 300 syndicats avaient en 1906 adhéré au Congrès de Paris et

1. Voir la liste des associations adhérentes à l'Union ou bienfaitrices du Syndicat.

Bulletin du syndicat national, avril 1907, p. 56.

que le vignoble français ne compte pas moins de 1.800 groupements (1).

Une des raisons principales qui retardent le développement de l'Union Nationale, écrit M. Cazelles (2) est la difficulté qu'éprouvent un grand nombre de syndicats à faire face à la cotisation prévue par les statuts. Cette cotisation est égale au vingtième (5 0/0) des cotisations individuelles. Or la plupart des syndicats ont à l'origine, des cotisations très minimales (souvent de 0 fr. 25 par membre). Comment demander, dans ces conditions, au syndicat de distraire d'aussi faibles ressources la contribution exigée par l'Union ?

Une autre cause — nous l'avons signalée — est l'esprit individualiste des syndicats locaux. Beaucoup croient, bien à tort, aliéner une partie de leur indépendance en adhérant à l'Union Nationale. On ne saurait trop leur répéter qu'ils conserveront leur autonomie et leurs attributions propres, et qu'ils viendront seulement à un organe d'un degré plus élevé pour les fonctions qu'ils se sentiront soit d'avance, soit après expérience, incapable de remplir.

1. Le produit des cotisations de l'Union Nationale ne s'est élevé en 1906, qu'à 2.990 francs !

2. *Bulletin du Syndicat national de défense*, avril 1907, p. 50.

CHAPITRE IV

De la nécessité de l'Organisation Syndicale des forces Viticoles

Conclusion

Si la lutte contre la fraude est déjà engagée sur divers points des contrées viticoles, l'organisation syndicale est encore loin d'être formée. C'est dans une certaine mesure, la loi de 1884 qu'il faut rendre responsable de la lenteur des premiers résultats obtenus.

Le régime de défiance et de défaveur sous lequel ont été placées jusqu'ici les Unions de syndicats a indiscutablement ralenti le mouvement fédératif. Les groupements locaux sont condamnés à l'isolement et contraints de méconnaître dans leurs rapports les principes d'association et de solidarité qui sont le fondement même de l'œuvre syndicaliste. Ils ont été d'ailleurs, jusqu'à la loi du 29 juin 1907,

entravés dans leur action par les hésitations et les incertitudes de la jurisprudence. Cette situation va heureusement cesser. Des projets de loi ont été déjà déposés en vue d'accorder aux unions, en même temps que le droit d'ester en justice, une capacité plus étendue (projets Millerand et Barthou). « Cette capacité nouvelle, écrit M. Barthou, dans son rapport, fera de ces unions une réalité, utile et puissante, susceptible d'exercer une action efficace, au lieu de leur maintenir cette sorte d'entité abstraite et sans effet que la loi leur a confiée aujourd'hui... »

Elle permettra à la viticulture de réaliser l'organisation générale de ses forces.

Il importe, en effet, que de la commune au pays tout entier, en passant par le canton, l'arrondissement, le département et la région, les syndicats s'étagent en gradins superposés et que chacun de ces organes ait ses attributions propres, de plus en plus complexes à mesure que l'on va de la base au sommet. Il faut qu'une harmonieuse division du travail s'établisse entre les sociétés locales, assises de l'œuvre syndicale, ayant des contacts intimes avec le sol, et les fédérations d'ordre plus élevé chargées des services inaccessibles aux petits groupements.

A la base, doit rester indépendant et autonome le syndicat local pourvu de toutes les facultés que

comporte sa force numérique et ses ressources. Il est le mieux placé pour rechercher la fraude et la dépister. Il surveillera les arrivages de sucre, prendra connaissance des déclarations de récolte, signalera celles qui lui paraîtront exagérées. Par le contrôle hebdomadaire des sorties, il rendra difficile l'usage des acquits fictifs.

Au-dessus des syndicats locaux, viendra se placer le syndicat cantonal, départemental ou régional. Celui-ci sera, à notre avis, l'organe essentiel de répression. Seul, en effet, il groupera assez de membres et assez de ressources pour la création de services propres. C'est à ce syndicat notamment qu'il appartiendra de faire présenter par les communes ou les départements des agents de surveillance dont la rétribution restera à sa charge.

Le décret du 30 juillet 1906 n'autorise pas en effet les syndicats à instituer eux-mêmes des agents spéciaux. « Quelle que soit la bonne foi des membres des syndicats, répondait M. Ruau, ministre de l'Agriculture, à une question de M. Sigallas, sénateur du Var, il y aurait des inconvénients à commissionner un agent venant des syndicats ; il pourrait être taxé de parti pris. » (1).

Mais si l'agent est présenté par le département ou par une commune, il pourra être admis et, d'a-

1. *Officiel* du 18 janvier 1907. Sénat, discussion du budget.

près la déclaration formelle du ministre, l'agent désigné par une commune pourra exercer dans tout le département. Ainsi, grâce à ce détour, le syndicat départemental et régional pourra accroître le nombre des agents chargés de la recherche et de la poursuite des fraudes. Il ne doit pas hésiter à entrer dans cette voie. Si ses ressources ne le lui permettent pas, il devra tout au moins allouer des primes pour chaque cas de découverte de fraudes, et contribuer au besoin au traitement des agents départementaux ou communaux.

Ce syndicat sera en outre particulièrement bien placé pour poursuivre les fraudes en général et notamment celles par fausse indication de provenance. Groupant le plus grand nombre des viticulteurs d'une contrée ou d'un terroir, représentant une foule d'intérêts individuels lésés, il obtiendra sans peine des dommages-intérêts importants.

Son action pourra d'ailleurs s'étendre non seulement en France, mais aussi sur les divers marchés étrangers.

Enfin, au-dessus de ces syndicats, couronnant en quelque sorte la hiérarchie des groupements, viendra se placer la Fédération nationale représentant la viticulture auprès des pouvoirs publics et des administrations et réalisant les services généraux, qui unifieront l'institution.

Ce projet d'organisation est sans doute irréalisa-

ble tant que les unions de syndicats n'aurent pas acquis le droit d'ester en justice.

Nous croyons toutefois qu'il est dès à présent permis de l'ébaucher. La loi peut en effet être tournée.

Si l'union ne peut agir elle-même, il lui est, en tout cas, permis de mettre en mouvement l'action de chacun des syndicats qu'elle groupe, action individuelle sans doute, mais qui n'est plus isolée puisqu'elle se produit sous l'inspiration, sous la direction de l'Union chargée de coordonner les efforts des divers syndicats, de les discipliner et de leur tracer une ligne de conduite uniforme.

C'est ce premier moyen qu'a mis en pratique la Fédération des Syndicats professionnels agricoles de l'arrondissement de Narbonne, qui a, plusieurs fois, engagé des instances au nom des syndicats de Narbonne, Lézignan, Coursan et Sigean.

Un second expédient consiste dans la création d'un syndicat central adjoint à l'Union, auquel aucun syndicat ne sera affilié et qui exécutera les opérations défendues à celle-ci. C'est ainsi que l'*Union centrale des Agriculteurs de France* a, à ses côtés, un *Syndicat central* lequel n'a en réalité aucune vie indépendante et sert seulement de courtier, d'agent ou de mandataire à cette union. De même l'*Union Nationale des associations viticoles* vit à côté du *Syndicat National de défense* en atten-

dant que la loi l'autorise à prendre en mains la direction générale de la répression des fraudes.

La régularité de ce procédé a été contestée, et M. Pic a dirigé contre elle la judicieuse remarque qu'il ne saurait suffire de « baptiser une Union du nom de Syndicat central pour lui conférer la personnalité juridique refusée aux unions syndicales ». Si cette combinaison n'est point légale, reconnaissons tout au moins qu'elle est ingénieuse et qu'elle est tolérée en fait.

Le jour est d'ailleurs proche où la loi de 1884 recevra les modifications nécessaires. Les unions ont déjà donné des preuves de leur sage administration ; le législateur ne saurait se refuser à étendre leur capacité.

Tout en donnant de nouveaux droits aux syndicats et unions, il conviendra néanmoins d'en régler l'exercice afin de prévenir les abus.

« Cette loi de 1884 est si incomplète, disait M. Tournon au Sénat (séance du 12 juillet 1907), que rien n'empêche des personnalités n'ayant aucune surface, même aucune moralité, de se réunir pour former un syndicat.

Il suffit, comme on l'a dit dans une autre enceinte, de se réunir à trois ou à quatre et d'acheter un timbre humide pour former un syndicat.

« Si vous accordez à des associations qui pourront se former de cette façon sommaire le droit de pour-

suivre ou de dénoncer un commerçant qui peut être un fraudeur, mais qui peut être aussi un honnête homme, sans exiger de ces associations certaines garanties de moralité et de solvabilité de façon à ce qu'un tiers, poursuivi injustement ou dénoncé calomnieusement puisse utilement se retourner contre son agresseur, vous aurez, laissez-moi vous le dire, commis une imprudence impardonnable. »

Nous sommes convaincu que le législateur voudra tenir compte de ces très judicieuses observations et que, dans leur intérêt même, il saura protéger les groupements viticoles contre leurs propres excès.

Ces réserves faites, nous ne pouvons qu'applaudir aux essais d'organisation que tente, à cette heure, la viticulture française. Qu'elle n'oublie point toutefois que si, la répression de la fraude est le premier et le principal but à poursuivre, il en est d'autres qui doivent retenir son attention. La création de coopératives de vente, notamment, apporterait au marché des éléments certains de stabilité et de fixité.

Et ainsi peut-être, pourrions-nous assurer à nos vins leur réputation d'antan tout en redonnant à une population laborieuse un peu du bien-être perdu.

BIBLIOGRAPHIE

Annales de la Société des Viticulteurs de France, passim.

BAUS. — Le régime des vins de sucre. Thèse de province, 1906.

BOUSQUET. — Le marché des vins. Thèse de Paris, 1904.

Bulletin de la Société départementale démocratique d'encouragement à l'Agriculture de l'Aude, avril 1906.

Bulletins de statistique du ministère des Finances, passim.

Bulletins du Syndicat National de défense de la viticulture française.

DALLOZ. — Recueil périodique, passim.

FUZIER-HERMANN. — V^o Syndicats professionnels.

Gazette des Tribunaux (13 janvier et 7 février 1907).

GENIEYS. — La crise viticole Méridionale.

GERVAIS. — L'Avenir de la Viticulture Méridionale.

GIDE (Ch.). — La crise du vin en France et les associations de vinification. (Revue d'Economie politique, 1901, p. 217.)

GOURSSIES. — Le sucrage des vins. Thèse de Paris, 1904.

Journal Officiel et annexes, passim.

LHEUREUX. — Les syndicats dans la Viticulture champenoise.

Thèse de Paris, 1905.

Pandectes françaises. Recueil mensuel, 1^{er} cahier, 1907.

POURIAU. — La crise de la Viticulture française. Thèse de Paris,
1901.

Revue Viticole, passim.

RIVIÈRE. — V^o Syndicats professionnels.

SILVESTRE. — Annuaire de l'Agriculture et des associations
agricoles, 1907.

TROUILLOT et CHAPTAL. — La loi de 1901 sur les associations.

VALLÉ. — De la fausse indication du lieu de provenance en
matière de produits vinicoles. Thèse de Paris, 1904.

Vu : le président de la thèse

A. SOUCHON

Vu : le Doyen,

CH. LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :

le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

LIARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	5
La crise viticole et ses causes : La fraude principale cause de la crise.....	5

PREMIÈRE PARTIE

Les Fraudes sur les vins. — Les Lois sur les Fraudes

CHAPITRE I. — <i>Les fraudes à la production</i>	21
I. — Le mouillage.....	22
II. — Le vinage.....	23
III. — Le vin de marc ou piquette.....	24
IV. — Le sucrage. — Sa réglementation.....	26
La déclaration de récolte.....	38
CHAPITRE II. — <i>Les fraudes à la circulation</i> (chez les négociants en gros).....	43
I. — La fraude par les congés.....	44
II. — La fraude par les acquits fictifs.....	45
CHAPITRE III. — <i>Les fraudes à la consommation</i>	49
I. — La fraude à Paris. — Sa législation spéciale.	50
II. — La fraude chez les débitants en général.....	53
Mesures proposées pour la réprimer.....	54

CHAPITRE IV. — <i>Les fraudes par fausses indications de provenance et par fausses dénominations...</i>	57
CHAPITRE V. — <i>La loi du 1^{er} août 1905</i>	62

DEUXIÈME PARTIE

L'Intervention des Syndicats Viticoles dans la répression des Fraudes

CHAPITRE I. — <i>De l'insuffisance de l'action de la régie, des parquets, du service des recherches (loi 1905). — Nécessité de l'intervention des syndicats</i>	71
CHAPITRE II. — <i>Le régime légal des syndicats et des unions de syndicats</i>	82
Leur droit d'intervention.....	82
CHAPITRE III. — <i>Les premières interventions des syndicats</i>	100
I. — Syndicats du Beaujolais.....	101
II. — Syndicats du Midi.....	104
III. — Syndicats de la Champagne et de la Gironde.....	106
IV. — Le Syndicat National de défense de la Viticulture française et l'Union Nationale des associations viticoles de France.....	110
CHAPITRE IV. — <i>De la nécessité de l'organisation syndicale des forces viticoles. — Conclusion</i>	118
BIBLIOGRAPHIE.....	125

